

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/40094]

3 FEVRIER 2022. — Décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la promotion de la santé et la prévention (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modifications apportées au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. A l'article 5, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par le décret du 3 décembre 2015, les mots « et sur un Observatoire des politiques visées à l'article 2/2 » sont abrogés.

Art. 3. A l'article 5/6 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « L'Observatoire visé à l'article 5 » sont remplacés par les mots « L'Agence »;

2° dans les paragraphes 2 et 3, les mots « l'Observatoire » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Agence »;

3° dans le paragraphe 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° analyse les données visées au 1° en tenant compte de la dimension du genre; »;

4° dans le même paragraphe, le 3° est abrogé;

5° il est inséré un nouveau paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. L'Agence réalise des analyses d'impacts en santé. Pour ce faire, elle met en œuvre :

a) des études qualitatives;

b) des évaluations d'impacts;

c) des études prospectives. ».

Art. 4. A l'article 44/6 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « L'Observatoire visé à l'article 5 du même code est associé » sont remplacés par les mots « L'Agence est associée ».

Art. 5. Dans la deuxième partie du même Code, l'intitulé du livre préliminaire, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit : « Promotion de la santé, en ce compris la prévention ».

Art. 6. Dans l'intitulé du titre I^{er} du livre préliminaire de la deuxième partie du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « et politique wallonne de prévention et de promotion de la santé » sont abrogés.

Art. 7. A l'article 47/7 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, le mot « titre » est remplacé par le mot

« livre », et les mots « l'on » sont remplacés par le mot « on »;

2° au 3°, les mots « de préserver la santé et » sont insérés entre les mots

« mesures qui permettent » et les mots « d'intervenir avant l'apparition »;

3° au 4°, les mots « prévention et de promotion de la santé » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention », et les mots « transversaux et thématiques » sont insérés entre les mots « les objectifs » et les mots « de santé »;

4° au 7°, le mot « systématique » est abrogé;

5° au 8°, les mots « la mise en œuvre » sont remplacés par les mots « l'élaboration, au suivi », et le mot « technique » est remplacé par le mot

« scientifique »;

6° au 9°, le mot « soutienne » est remplacé par le mot « soutient »;

7° au 15°, les mots « la prévention des maladies » sont remplacés par les mots « la prévention », et les mots « acteurs en promotion peuvent être agréés » sont remplacés par les mots « acteurs en promotion de la santé peuvent être agréés »;

8° au 16°, les mots « du Code » sont abrogés;

9° au 17°, les mots « de façon systématique et » sont abrogés;

10° il est ajouté un 18° rédigé comme suit :

« 18° personnes morales sans but lucratif : les entités suivantes disposant d'un établissement en région de langue française :

a) les associations sans but lucratif;

b) les associations internationales sans but lucratif;

c) les fondations d'utilité publique;

d) les universités au sens de l'article 10 du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

e) les organismes assureurs au sens de l'article 43/2, alinéa 1^{er}, 5°;

f) les pouvoirs locaux;

g) les associations dotées de la personnalité juridique détenues majoritairement par des pouvoirs publics, à l'exception des associations ayant revêtu la forme d'une société;

h) les associations, dotées de la personnalité juridique, regroupant des entités visées aux points a) à g), à l'exception des associations ayant revêtu la forme d'une société. »;

11° il est ajouté un 19° rédigé comme suit :

« 19° foyer de contamination : concentration de cas de maladies infectieuses dans le temps et dans l'espace, avec une exposition commune; »;

12° il est ajouté un 20° rédigé comme suit :

« 20° inspecteur d'hygiène régional : agent de l'agence spécifiquement désigné par le Gouvernement, en raison de son expertise particulière, pour les missions de surveillance des maladies infectieuses, gestion et contrôle des épidémies. ».

Art. 8. A l'article 47/8, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , après avis du Conseil de stratégie et de prospective, » sont abrogés;

2° les mots « prévention et de promotion de la santé dans leur contribution » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention, en vue de contribuer »;

3° les mots « et à la réduction des inégalités sociales de santé » sont insérés entre les mots « amélioration de la santé » et les mots « en région de langue française ».

Art. 9. L'article 47/8 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est déplacé sous le chapitre I^{er} du titre II du livre préliminaire de la partie 2 du même Code.

Art. 10. Dans l'intitulé du titre II du livre préliminaire de la deuxième partie du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « prévention et de promotion de la santé » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention ».

Art. 11. L'intitulé du chapitre I^{er} du titre II du livre préliminaire de la deuxième partie du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par les mots « Elaboration et contenu du plan ».

Art. 12. A l'article 47/10 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Le plan » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des compétences de l'État fédéral et de la Communauté française, le plan »;

2° dans le même alinéa, les mots « de genre » sont remplacés par les mots

« des facteurs d'inégalité sociale de santé (genre, âge, statuts socioéconomique, etc.) »;

3° dans l'alinéa 2, 1°, les mots « prévention et en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention »;

4° il est ajouté un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

« Afin de permettre son identification précise, chaque plan est désigné par un intitulé spécifique de nature à permettre de le distinguer de tous les autres plans antérieurs ou postérieurs. Le Gouvernement décide de l'intitulé de chaque plan. ».

Art. 13. A l'article 47/11, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « du plan, est organisée » sont remplacés par les mots « du plan est organisée »;

2° dans l'alinéa 2, 1°, les mots « les acteurs de prévention et promotion » sont remplacés par les mots « les acteurs en promotion de la santé »;

3° il est ajouté un nouveau paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure d'évaluation du plan. ».

Art. 14. Dans l'intitulé du chapitre III du titre II du livre préliminaire de la deuxième partie du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, le mot « stratégique » est abrogé.

Art. 15. A l'article 47/12 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce comité est composé selon un principe d'intersectorialité. Il comprend au moins :

1° le Ministre ou son représentant;

2° des représentants de l'Agence;

3° des représentants des personnes morales sans but lucratif agréées;

4° des représentants des organismes assureurs wallons au sens de l'article 43/2, alinéa 1^{er}, 6°;

5° des représentants de la population concernée par le plan;

6° des représentants des administrations wallonnes disposant de leviers d'action sur les déterminants sociaux de la santé. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « , les modalités de désignation » sont insérés entre les mots « La composition » et les mots « et le fonctionnement », et la phrase « Le Gouvernement veille à ce que soit dispensée une sensibilisation à l'approche de genre à toutes les personnes membres de ce comité. » est abrogée;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « prévention des maladies et de promotion de la santé » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention, »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « après avis du Conseil de stratégie et de prospective, » sont abrogés;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « en son sein » sont abrogés;

6° le paragraphe 2 est complété par un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement précise les missions du comité de pilotage et détermine les modalités de création des groupes de travail. Il peut confier d'autres missions au comité de pilotage. ».

Art. 16. A l'article 47/13 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « , ou leurs délégués, » sont insérés entre les mots « pharmacien biologiste » et les mots « exerçant dans la région », les mots « , indépendamment de sa fonction » et « Les cas suspects sont à déclarer dès lors qu'ils mettent en jeu le pronostic vital à bref délai ou présentent un caractère fortement épidémique. » sont abrogés;

2° au même paragraphe, il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les cas confirmés ou suspects de maladies infectieuses ne figurant pas dans la liste visée à l'alinéa 1^{er} sont à déclarer dès lors qu'ils mettent en jeu le pronostic vital à bref délai ou présentent un caractère fortement épidémique. Cette obligation de déclaration incombe aux personnes visées à l'alinéa 2. ».

Art. 17. A l'article 47/14, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « contagieuse » est remplacé par les mots « visée à l'article 47/13, § 1^{er}, », les mots « les inspecteurs d'hygiène régionaux, » sont insérés entre les mots « sont collectées par » et les mots « les médecins », et les mots « en charge de la surveillance des maladies infectieuses » sont remplacés par les mots « visés à l'article 47/15, § 1^{er}, ou, si besoin, par les prestataires externes spécifiquement désignés à cette fin par l'Agence »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les données personnelles récoltées dans le cadre des déclarations visées à l'article 47/13 sont les suivantes :

1° numéro d'identification du registre national (NISS); 2° nom et prénoms;

3° lieu et date de naissance; 4° sexe;

5° nationalité;

6° adresse de résidence effective;

7° coordonnées de contact du cas ou du représentant légal telles que mail, numéro de téléphone;

8° profession;

9° activités réalisées durant la période d'incubation et de contagiosité;

10° fréquentation d'une collectivité telle qu'une école, un lieu de travail, un établissement d'hébergement, une prison, un centre d'accueil, un club sportif, un club folklorique, un hôtel;

11° pathologie avec les données complémentaires telles que les symptômes, l'examen clinique, le diagnostic, les examens complémentaires médicaux et paramédicaux réalisés, les traitements, etc.;

12° histoire clinique telle que les antécédents, les traitements et parcours de soins, les vaccinations, les facteurs favorisants et les facteurs de risques;

13° identification de l'agent pathogène;

14° type de confirmation tel que laboratoire ou autre ;

15° nom et coordonnées du médecin traitant ou autres praticiens impliqués ;

16° existence de personnes à risque dans l'entourage et données de celles-ci reprises aux 1° à 8°;

17° source de contamination si elle est connue;

18° en cas de pathologies présentant un risque agro-alimentaire ou un risque accru auprès de groupes à risques spécifiques, la profession, le type de contact et les activités réalisées de l'entourage. »;

3° à l'alinéa 3, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« Les finalités du traitement des données personnelles visées à l'alinéa 2 sont : »;

4° à l'alinéa 3, premier tiret, les mots « visées à l'article 47/15 » sont insérés entre les mots « mesures sanitaires adéquates » et les mots « en fonction », et le tiret est complété par les mots « , y compris un éventuel foyer de contamination »;

5° à l'alinéa 3, deuxième tiret les mots « médecines préventives. » sont remplacés par les mots « médecine préventive ou de prophylaxie, si possible après anonymisation des données. »;

6° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante :

« Le Gouvernement est autorisé à déroger au délai de deux ans lorsque la situation sanitaire l'exige. »;

7° à l'alinéa 5, les mots « de la cellule de » sont remplacés par les mots

« spécifiquement désignés par l'Agence, et si besoin, les prestataires externes spécifiquement désignés par l'Agence, pour la »;

8° il est inséré entre les alinéas 5 et 6 un alinéa rédigé comme suit :

« Les personnes visées à l'alinéa 5 sont tenues de garantir la confidentialité et la sécurité de toutes les données à caractère personnel dont elles ont connaissance, dans le respect de la législation en matière de protection des données. »;

9° à l'alinéa 7, le mot « fax, » est abrogé.

Art. 18. A l'article 47/15, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, modifié par le décret du 16 juillet 2020 et par le décret du 15 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers en charge de la surveillance des maladies infectieuses sont désignés en son sein par l'Agence. »;

2° sont insérés les nouveaux paragraphes 1^{er}/1, 1^{er}/2, 1^{er}/3 et 1^{er}/4 rédigés comme suit :

« § 1^{er}/1. Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er}, qui interviennent dans une situation qui s'inscrit dans un cadre individuel ou familial, collaborent avec le médecin du patient concerné. Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er}, qui interviennent dans une situation qui s'inscrit dans un cadre collectif, collaborent avec le médecin désigné par la collectivité, les médecins traitants, les autorités administratives locales et le cercle de médecine générale concerné avec lequel il se concertent.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} s'assurent que les mesures de prévention et de prophylaxie déterminées par le Gouvernement dans le cadre de la protection de la santé publique sont appliquées.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} collaborent avec les autorités administratives locales par lesquelles des mesures doivent être appliquées. Par « autorités administratives locales », il faut entendre les bourgmestres, les gouverneurs de province, les présidents des centres publics d'action sociale ou leurs administrations et les services de police locale.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} avertissent les autorités administratives concernées lorsqu'un risque réel de dissémination existe ou lorsque la dissémination est avérée.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} recommandent le cas échéant aux autorités administratives compétentes de prendre des arrêtés ou décisions nécessaires à la gestion du cas.

Le Gouvernement adopte toutes les mesures nécessaires ou utiles à la mise en œuvre du présent paragraphe.

§ 1^{er}/2. Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} effectuent, directement ou par l'intermédiaire d'un autre professionnel, tout contrôle ou examen médical, toute recherche ou enquête, et recueillent toutes informations qu'ils jugent utiles dans l'exercice de leur fonction.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} s'assurent et, si nécessaire, imposent, par l'intermédiaire du professionnel de santé en charge, que la personne suspectée d'une maladie qui met en jeu le pronostic vital à bref délai ou qui présente la symptomatologie d'une affection épidémique grave, ainsi que la ou les personnes susceptibles de l'avoir contaminée ou d'avoir été contaminées par elle, subissent les examens nécessaires et, le cas échéant, suivent un traitement médical approprié, préventif ou curatif, sans préjudice du droit du patient de refuser, après information complète sur sa situation de santé, ce traitement préventif ou curatif lorsque d'autres mesures visées au présent article permettent de garantir une absence totale de contagion.

Le cas échéant, les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} interdisent aux personnes atteintes d'une maladie infectieuse, d'exercer des activités professionnelles et de fréquenter toute collectivité pendant une période qui ne dépasse pas celle de la contagiosité.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} ordonnent si nécessaire l'isolement des personnes contaminées ou susceptibles d'avoir été contaminées, pour une période qui ne dépasse pas celle de leur contagiosité. Cet isolement s'effectue, selon les circonstances :

a) au sein d'un service hospitalier pertinent au vu de la situation sanitaire donnée et identifié par la décision d'isolement adoptée par le médecin de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses à la suite d'une concertation avec l'hôpital concerné;

b) à domicile;

c) dans un autre lieu approprié à cet effet.

Le Gouvernement adopte toutes les mesures nécessaires ou utiles à la mise en œuvre du présent paragraphe.

§ 1^{er}/3. Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} ont le droit de s'introduire en tout lieu ayant été fréquenté par la ou les personnes atteintes d'une maladie infectieuse ou par les animaux contaminés ou suspects de l'être, en vue de la constatation de la source de contamination et de la prise de mesures prophylactiques. Lorsque ce lieu est un domicile, le droit de s'y introduire ne peut être exercé, conformément à l'article 15 de la Constitution, que, soit avec l'accord de la personne concernée, soit avec l'autorisation d'un juge, soit en cas de péril grave et imminent.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} ordonnent si nécessaire :

1° la désinfection des objets et locaux susceptibles d'être contaminés;

2° l'isolement, le traitement et, si nécessaire, la mise à mort et l'incinération d'animaux contaminés ou suspects de l'être, en s'associant avec l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1^{er} ordonnent, lorsque les risques de contamination l'exigent, la fermeture totale ou partielle d'un lieu, d'un espace ou d'une installation. Un rapport justifiant la fermeture d'un lieu, d'un espace ou d'une installation est transmis au bourgmestre de la commune concernée. Il est mis fin à la décision de fermeture si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies. Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture en vertu de ses pouvoirs de police administrative.

Le Gouvernement adopte toutes les mesures nécessaires ou utiles à la mise en œuvre du présent paragraphe.

§ 1^{er}/4. Les mesures visées aux paragraphes 1^{er}/1, 1^{er}/2 et 1^{er}/3 sont, compte tenu des connaissances scientifiques relatives à la maladie infectieuse concernée, nécessaires, adéquates et proportionnelles à l'objectif d'empêcher toute nouvelle contamination. »;

3° dans les paragraphes 2 à 4, les mots « Les médecins » sont à chaque fois remplacés par les mots « Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins »;

4° le paragraphe 2 est complété par les mots suivants : « , dans le respect des accords de coopération nationaux ou des accords européens ou internationaux, et du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). »;

5° dans le paragraphe 6, les mots « Dans le cadre de la surveillance de l'épidémie de la COVID-19, les médecins » sont remplacés par les mots « Les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins. ».

Art. 19. Il est inséré dans le même Code un article 47/15/1 rédigé comme suit :

« Art. 47/15/1. § 1^{er}. En cas de situation d'urgence épidémique au sens de l'article 2, 3^o, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, déclarée par le Roi en vertu de l'article 3, § 1^{er}, de la même loi, le Gouvernement décide par arrêté, pour tout ou partie de la région de langue française, l'état d'urgence sanitaire pour une période de maximum trois mois. Cet arrêté entre en vigueur immédiatement.

L'arrêté du Gouvernement est immédiatement communiqué au Parlement. Le Parlement confirme par décret dans les quinze jours de sa publication l'arrêté du Gouvernement. A défaut de l'adoption d'un décret de confirmation de l'arrêté du Gouvernement dans le délai susmentionné de quinze jours, ledit arrêté est réputé n'avoir jamais été adopté.

La prolongation de l'état d'urgence sanitaire est décidée par arrêté du Gouvernement, à chaque fois pour une période de maximum trois mois. Cet arrêté entre en vigueur immédiatement.

L'arrêté de prolongation pris par le Gouvernement est immédiatement communiqué au Parlement. Le Parlement confirme par décret dans les quinze jours de sa publication l'arrêté de prolongation pris par le Gouvernement. A défaut de l'adoption d'un décret de confirmation de l'arrêté de prolongation pris par le Gouvernement dans le délai susmentionné de quinze jours, ledit arrêté est réputé n'avoir jamais été adopté.

§ 2. Pendant la période d'état d'urgence sanitaire, le Gouvernement adopte pour tout ou partie du territoire de la région de langue française, en fonction des circonstances épidémiologiques, les mesures prévues aux paragraphes 1^{er}/2 et 1^{er}/3 de l'article 47/15.

Il peut également adopter toutes autres mesures nécessaires pour gérer, monitorer et maîtriser l'épidémie.

Les mesures visées au présent paragraphe sont, compte tenu des connaissances scientifiques relatives à la maladie infectieuse concernée, nécessaires, adéquates et proportionnelles aux objectifs d'empêcher toute nouvelle contamination et de maîtriser la propagation de l'épidémie.

Les mesures adoptées sur base du présent paragraphe sont applicables pour une durée maximale d'un mois. Elles font l'objet d'une évaluation mensuelle par le Gouvernement, et sont renouvelées de mois en mois lorsqu'elles demeurent nécessaires au sens de l'alinéa 3. Elles ne peuvent produire d'effets au-delà de la période d'état d'urgence sanitaire.

Le présent paragraphe s'applique sans préjudice des compétences de l'État fédéral, et des autres entités fédérées. Les mesures visées au présent paragraphe concernent uniquement la protection sanitaire et ont, de manière proportionnée, pour objet de prévenir, ralentir ou arrêter la propagation de l'agent infectieux responsable de la situation épidémique, telles que notamment et de manière non exhaustive selon les recommandations scientifiques en vigueur : le dépistage, l'isolement, la quarantaine, le port d'un équipement de protection individuel ou la sensibilisation aux règles relatives à l'hygiène corporelle, etc. Sauf si une concertation a déjà été organisée par l'État fédéral ou une autre entité fédérée, le Gouvernement prend l'initiative d'une concertation avec l'État fédéral et les autres entités fédérées lorsque les mesures envisagées sont susceptibles de porter atteinte à leurs compétences respectives.

§ 3. Le Gouvernement détermine les personnes physiques ou morales à qui il confie l'exécution des mesures adoptées en exécution du paragraphe 2.

§ 4. Lorsque les mesures adoptées par le Gouvernement en exécution du paragraphe 2 impliquent le traitement de données à caractère personnel, l'article 47/14 s'applique à ce traitement, à l'exception de son paragraphe 1^{er}, alinéas 5 à 7.

Dans le cadre de ce traitement, les personnes physiques ou morales désignées par le Gouvernement en application du paragraphe 3 sont tenues au même secret professionnel que les inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers visés à l'article 47/14, paragraphe 1^{er}, alinéa 5.

Le Gouvernement détermine le responsable du traitement des données à caractère personnel visé au présent paragraphe.

§ 5. Dans un délai de trois mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire, le Gouvernement transmet au Parlement un rapport d'évaluation portant sur les objectifs poursuivis dans le cadre du respect des droits fondamentaux afin de vérifier si le présent article ne doit pas être abrogé, complété, modifié ou remplacé. ».

Art. 20. L'article 47/16 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 47/16. Sans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 1 à 500 euros, ou de l'une de ces peines seulement, les personnes :

1^o qui ne respectent pas l'obligation de déclaration visée à l'article 47/13, § 1^{er}, alinéa 2, ou qui fournissent sciemment des données incomplètes ou inexactes ;

2^o qui entravent volontairement les missions et prérogatives exercées par les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins et infirmiers visés à l'article 47/15;

3^o qui ne respectent pas les décisions ordonnées par les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins et infirmiers sur base de l'article 47/15;

4^o qui entravent volontairement la mise en œuvre ou l'exécution des décisions ordonnées par les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins et infirmiers sur base de l'article 47/15.

Le tribunal de police connaît des infractions établies par le présent article. ».

Art. 21. Il est inséré dans le même Code un article 47/16/1 rédigé comme suit :

« Art. 47/16/1. Sans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 1 à 500 euros, ou de l'une de ces peines seulement, les personnes :

1^o qui ne respectent pas les décisions adoptées par le Gouvernement sur base de l'article 47/15/1, paragraphe 2;

2^o qui entravent volontairement la mise en œuvre ou l'exécution des décisions adoptées par le Gouvernement sur base de l'article 47/15/1, paragraphe 2.

Le tribunal de police connaît des infractions établies par le présent article. ».

Art. 22. A l'article 47/17, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et après avis du Conseil de stratégie et de prospective, » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, les mots « désigné par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « agréés par le Gouvernement conformément à l'article 410/18 »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « en médecine préventive » sont insérés entre le mot « opérationnalisation » et le mot « établi ».

Art. 23. Dans l'intitulé du titre V du livre préliminaire de la deuxième partie du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « de prévention et de promotion de la santé » sont remplacés par les mots « audiovisuelles de promotion de la santé, en ce compris la prévention ».

Art. 24. A l'article 47/18 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « définit une procédure avec les Gouvernements de la Communauté française et de la Commission communautaire française visant » sont remplacés par les mots « s'accorde, avec les Gouvernements de la Communauté française et de la Commission communautaire française, pour élaborer une procédure visant ».

Art. 25. Dans l'intitulé du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « prévention et de promotion de la santé » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention ».

Art. 26. Dans le chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la deuxième partie du même Code, il est inséré avant la section 1e une nouvelle section préliminaire intitulée : « Définitions ».

Art. 27. Dans la section préliminaire insérée par l'article 26, il est inséré un nouvel article 410/0 rédigé comme suit :

« Art. 410/0. L'article 47/7 s'applique au présent chapitre préliminaire. ».

Art. 28. A l'article 410/1 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° accompagner l'élaboration, l'implémentation, l'évaluation, l'ajustement et le renouvellement du plan »;

2° au même paragraphe, même alinéa, le 2° est remplacé ce qui suit :

« 2° accompagner les acteurs en promotion de la santé de leur territoire sur le développement de projets agissant sur les déterminants sociaux de la santé; »;

3° au même paragraphe, même alinéa, les 3° à 10° sont abrogés;

4° au même paragraphe, alinéa 2, les mots « au paragraphe » sont remplacés par les mots « à l'alinéa »;

5° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les phrases « Le Gouvernement définit la composition de ce comité de concertation. Le Gouvernement veille à ce que soit dispensée une sensibilisation à l'approche de genre à toutes les personnes membres de ce comité. » sont abrogées;

6° au même paragraphe, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le comité de concertation des centres locaux de promotion de la santé se réunit au moins deux fois par an. Il invite l'Agence à ses réunions. »;

7° le même paragraphe est complété par un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine la composition et les modalités de fonctionnement du comité de concertation des centres locaux de promotion de la santé. ».

Art. 29. A l'article 410/3 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou de son délégué »;

2° au même paragraphe, l'alinéa 2 est complété par les mots « par le Gouvernement ou son délégué »;

3° au paragraphe 2, phrase liminaire, les mots « association sans but lucratif ou d'une fondation d'utilité publique » sont remplacés par les mots « personne morale sans but lucratif »;

4° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 1°, le mot « élabore » est remplacé par les mots « s'engage à élaborer », et le point b) est abrogé;

5° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 2°, le mot « met » est remplacé par les mots « s'engage à mettre »;

6° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 4°, le mot « respecte » est remplacé par les mots « s'engage à respecter »;

7° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 5°, le mot « fournit » est remplacé par les mots « s'engage à fournir »;

8° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 6°, le mot « participe » est remplacé par les mots « s'engage à participer »;

9° au même paragraphe, alinéa 2, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « par le Gouvernement » et les mots « , selon les modalités »;

10° au même paragraphe, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut préciser les conditions d'agrément énumérées dans le présent paragraphe, et prévoir une ou plusieurs conditions d'agrément complémentaires. »;

11° au paragraphe 3, 1^{er} alinéa, les mots « ou son délégué » sont insérés après les mots « le Gouvernement »;

12° au même paragraphe, alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'engagement à exercer leurs missions dans le cadre de la mise en œuvre et de l'ajustement du plan. »;

13° l'article est complété par un nouveau paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure d'octroi de l'agrément visé au présent article. ».

Art. 30. A l'article 410/5 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à la mise en œuvre des missions définies par la présente section » sont remplacés par les mots « à couvrir des frais de personnel et des frais de fonctionnement »;

2° à l'alinéa 2, les mots « pour les missions définies par la présente section, en tenant compte de la population du territoire de chaque centre local de promotion de la santé. » sont remplacés par les mots « visée à l'alinéa précédent. Cette subvention comprend une partie fixe, identique pour tous les centres locaux de promotion de la santé, et une partie variable, calculée sur base d'un ou plusieurs indicateurs d'ordre démographique, socio-économique ou sanitaire. ».

Art. 31. A l'article 410/6 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le centre » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des obligations comptables imposées par le Code des sociétés et des associations, et par ses arrêtés d'exécution, le centre »;

2° les mots « compte de recettes et de dépenses » sont remplacés par les mots « compte de résultats ».

Art. 32. L'article 410/7 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/7. § 1^{er}. Les activités de chaque centre local de promotion de la santé font l'objet d'une évaluation périodique par l'Agence.

Le centre local de promotion de la santé participe activement à son évaluation et collabore avec l'Agence pour l'élaboration et le suivi de cette évaluation.

Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure d'évaluation.

§ 2. Le contrôle administratif et financier du centre local de promotion de la santé est exercé par les membres du personnel de l'Agence désignés à cet effet.

Dans le but d'obtenir toutes informations ou tous documents utiles au contrôle, ou d'effectuer toutes constatations utiles au contrôle, ces agents peuvent :

1° avoir libre accès aux locaux du centre local de promotion de la santé pendant les heures d'ouverture de ceux-ci;

2° consulter sans déplacement tous documents détenus au centre local de promotion de la santé et s'en faire remettre copie;

3° obtenir copie au format de leur choix de tous documents ou données conservées de manière électronique par le centre local de promotion de la santé;

4° entendre tout dirigeant ou membre du personnel du centre local de promotion de la santé;

5° demander par écrit ou par voie électronique au centre local de promotion de la santé toutes informations ou explications utiles;

6° consulter auprès du *Moniteur belge*, auprès de la Banque-carrefour des entreprises, auprès de la Centrale des Bilans ou auprès de toutes autres sources authentiques les données relatives au centre local de promotion de la santé.

Le Gouvernement peut préciser les limites des pouvoirs conférés aux agents par l'alinéa précédent, ainsi que les modalités d'exercice de ces pouvoirs.

Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle, dans le respect du principe du contradictoire. ».

Art. 33. A l'article 410/8, § 1^{er}, du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement ou son délégué » sont insérés entre les mots « peut être retiré » et les mots « pour cause d'inobservation »;

2° à l'alinéa 2, les mots « , dont la demande d'agrément a été refusée ou » et les mots « de refus ou » sont abrogés.

Art. 34. A l'article 410/9 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, la phrase « Les centres d'expertise en promotion de la santé sont agréés en vue d'apporter un support scientifique, technique et méthodologique à la mise en œuvre du plan à l'Agence, aux centres locaux de promotion de la santé, aux centres d'opérationnalisation en médecine préventive et aux opérateurs » est remplacée par ce qui suit « Les centres d'expertise en promotion de la santé sont agréés en vue d'apporter un support scientifique et méthodologique à l'Agence, aux centres locaux de promotion de la santé, aux centres d'opérationnalisation en médecine préventive, aux opérateurs en promotion de la santé et aux acteurs en promotion de la santé »;

2° dans la seconde phrase liminaire du même paragraphe, les mots « les missions » sont remplacés par les mots « au moins une des missions »;

3° au même paragraphe, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° mener et favoriser la recherche et la récolte de données, y compris celles relatives à la dimension de genre, en promotion de la santé, en ce compris la prévention; »;

4° au même paragraphe, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° fournir l'information et la documentation scientifique utile à la mise en œuvre du plan et en favoriser l'appropriation par les acteurs en promotion de la santé; »;

5° au même paragraphe, 3°, les mots « prévention et de la promotion de la santé » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention »;

6° au même paragraphe, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° soutenir la mutualisation et la capitalisation des pratiques de terrain telles que repérer les initiatives innovantes, identifier leurs atouts et leurs difficultés, les confronter aux données probantes, en dégager les lignes de force et conditions d'application, etc.; »;

7° le même paragraphe est complété par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les modalités d'exercice des missions visées à l'alinéa 1^{er}. »;

8° le paragraphe 2 est abrogé;

9° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Il est institué un comité de concertation des centres d'expertise agréés.

Il a pour missions :

- 1° de favoriser la coordination des actions des centres d'expertise;
- 2° de favoriser les échanges d'informations entre centres d'expertise en promotion de la santé;
- 3° d'assurer la représentation des centres d'expertise en promotion de la santé, y compris au Comité de pilotage;
- 4° de coordonner le transfert d'informations entre les centres d'expertise en promotion de la santé et l'Agence.

Le comité de concertation des centres d'expertise en promotion de la santé se réunit au moins deux fois par an. Il invite l'Agence à ses réunions.

Le Gouvernement détermine la composition et les modalités de fonctionnement du comité de concertation des centres d'expertise en promotion de la santé. ».

Art. 35. A l'article 410/10 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou de son délégué »;
- 2° au même paragraphe, l'alinéa 2 est complété par les mots « par le Gouvernement ou son délégué »;
- 3° au paragraphe 2, la phrase liminaire est complétée comme suit :
« est constitué sous la forme d'une personne morale sans but lucratif et »;
- 4° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 1°, le mot « élabore », dans la phrase liminaire, est remplacé par les mots « s'engage à élaborer », et les mots « aux objectifs du plan », au point c), sont remplacés par les mots « à ses missions »;
- 5° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 3°, le mot « fournit » est remplacé par les mots « s'engage à fournir »;
- 6° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 4°, le mot « respecte » est remplacé par les mots « s'engage à respecter »;
- 7° au même paragraphe, alinéa 2, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « par le Gouvernement » et les mots « , selon les modalités »;
- 8° au même paragraphe, alinéa 3, la phrase « A défaut, l'agrément est retiré. » est abrogée;
- 9° le même paragraphe est complété par un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit :
« Le Gouvernement peut préciser les conditions d'agrément énumérées dans le présent paragraphe, et prévoir une ou plusieurs conditions d'agrément complémentaires. »;
- 10° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou son délégué. » sont insérés après les mots « établi par le Gouvernement »;
- 11° au même paragraphe, alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :
« 1° le numéro d'entreprise du centre d'expertise en promotion de la santé; »;
- 12° au même paragraphe, alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :
« 2° l'engagement à exercer leurs missions conformément aux dispositions du présent Code et de ses arrêtés d'exécution. »;
- 13° l'article est complété par un nouveau paragraphe 4 rédigé comme suit :
« § 4. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure d'octroi de l'agrément visé au présent article. ».

Art. 36. A l'article 410/11 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « dans le cadre de la mise en œuvre du plan » sont abrogés.

Art. 37. A l'article 410/12, § 1^{er}, du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « à la mise en œuvre des missions définies par la présente section » sont remplacés par les mots « à couvrir des frais de personnel et des frais de fonctionnement ».

Art. 38. A l'article 410/13 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « Le centre » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des obligations comptables imposées par le Code des sociétés et des associations, et par ses arrêtés d'exécution, le centre »;
- 2° les mots « compte de recettes et de dépenses » sont remplacés par les mots « compte de résultats ».

Art. 39. L'article 410/14 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/14. § 1^{er}. Les activités de chaque centre d'expertise en promotion de la santé font l'objet d'une évaluation périodique par l'Agence.

Le centre d'expertise en promotion de la santé participe activement à son évaluation et collabore avec l'Agence pour l'élaboration et le suivi de cette évaluation.

Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure d'évaluation.

§ 2. Le contrôle administratif et financier du centre d'expertise en promotion de la santé est exercé par les membres du personnel de l'Agence désignés à cet effet.

Dans le but d'obtenir toutes informations ou tous documents utiles au contrôle, ou d'effectuer toutes constatations utiles au contrôle, ces agents peuvent :

- 1° avoir libre accès aux locaux du centre d'expertise en promotion de la santé pendant les heures d'ouverture de ceux-ci;
- 2° consulter sans déplacement tous documents détenus au centre d'expertise en promotion de la santé et s'en faire remettre copie;
- 3° obtenir copie au format de leur choix de tous documents ou données conservées de manière électronique par le centre d'expertise en promotion de la santé;
- 4° entendre tout dirigeant ou membre du personnel du centre d'expertise en promotion de la santé;
- 5° demander par écrit ou par voie électronique au centre d'expertise en promotion de la santé toutes informations ou explications utiles;

6° consulter auprès du *Moniteur belge*, auprès de la Banque-carrefour des entreprises, auprès de la Centrale des Bilans ou auprès de toutes autres sources authentiques les données relatives au centre d'expertise en promotion de la santé.

Le Gouvernement peut préciser les limites des pouvoirs conférés aux agents par l'alinéa précédent, ainsi que les modalités d'exercice de ces pouvoirs.

Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle, dans le respect du principe du contradictoire. ».

Art. 40. A l'article 410/15, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement ou son délégué » sont insérés entre les mots « peut être retiré » et les mots « pour cause d'inobservation »;

2° à l'alinéa 2, les mots « , dont la demande d'agrément a été refusée ou » et les mots « de refus ou » sont abrogés.

Art. 41. A l'article 410/16 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement » et les mots « agréée des centres ».

Art. 42. A l'article 410/17, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « protocole » est à chaque fois remplacé par le mot « programme »;

2° à l'alinéa 2, les mots « opérateurs de promotion » sont remplacés par les mots « opérateurs en promotion ».

Art. 43. A l'article 410/18 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou de son délégué »;

2° au même paragraphe, l'alinéa 2 est complété par les mots « par le Gouvernement ou son délégué »;

3° au paragraphe 2, la phrase liminaire est complétée par les mots « est constitué sous la forme d'une personne morale sans but lucratif et »;

4° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 1°, le mot « élabore » est remplacé par les mots « s'engage à élaborer »;

5° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 2°, le mot « met » est remplacé par les mots « s'engage à mettre »;

6° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 4°, le mot « fournit » est remplacé par les mots « s'engage à fournir », et les mots « article 45 » sont remplacés par les mots « article 46 »;

7° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 5°, le mot « respecte » est remplacé par les mots « s'engage à respecter »;

8° au même paragraphe, alinéa 2, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « par le Gouvernement » et les mots « , selon les modalités »;

9° au même paragraphe, alinéa 3, la dernière phrase est abrogée;

10° le même paragraphe est complété par un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut préciser les conditions d'agrément énumérées dans le présent paragraphe, et prévoir une ou plusieurs conditions d'agrément complémentaires. »;

11° au paragraphe 3, le premier alinéa est complété par les mots « ou son délégué »;

12° l'article est complété par un nouveau paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure d'octroi de l'agrément visé au présent article. ».

Art. 44. L'article 410/20 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/20. § 1^{er}. Pendant la période couverte par l'agrément et dans la limite des disponibilités budgétaires, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive bénéficient d'une subvention annuelle destinée à couvrir des frais de personnel et des frais de fonctionnement.

Le Gouvernement détermine les modalités de calcul de la subvention, en tenant compte de la nature des activités de médecine préventive.

§ 2. Sans préjudice des obligations comptables imposées par le Code des sociétés et des associations, et par ses arrêtés d'exécution, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive tient une comptabilité en partie double par année budgétaire et fournit annuellement un bilan et un compte de résultats selon le modèle déterminé par le Gouvernement. ».

Art. 45. L'article 410/21 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/21. § 1^{er}. Les activités de chaque centre d'opérationnalisation en médecine préventive font l'objet d'une évaluation périodique par l'Agence.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive participe activement à son évaluation et collabore avec l'Agence pour l'élaboration et le suivi de cette évaluation.

Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure d'évaluation.

§ 2. Le contrôle administratif et financier du centre d'opérationnalisation en médecine préventive est exercé par les membres du personnel de l'Agence désignés à cet effet.

Dans le but d'obtenir toutes informations ou tous documents utiles au contrôle, ou d'effectuer toutes constatations utiles au contrôle, ces agents peuvent :

1° avoir libre accès aux locaux du centre d'opérationnalisation en médecine préventive pendant les heures d'ouverture de ceux-ci ;

2° consulter sans déplacement tous documents détenus au centre d'opérationnalisation en médecine préventive et s'en faire remettre copie ;

3° obtenir copie au format de leur choix de tous documents ou données conservées de manière électronique par le centre d'opérationnalisation en médecine préventive ;

4° entendre tout dirigeant ou membre du personnel du centre d'opérationnalisation en médecine préventive ;

5° demander par écrit ou par voie électronique au centre d'opérationnalisation en médecine préventive toutes informations ou explications utiles;

6° consulter auprès du *Moniteur belge*, auprès de la Banque-carrefour des entreprises, auprès de la Centrale des Bilans ou auprès de toutes autres sources authentiques les données relatives au centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

Le Gouvernement peut préciser les limites des pouvoirs conférés aux agents par l'alinéa précédent, ainsi que les modalités d'exercice de ces pouvoirs.

Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle, dans le respect du principe du contradictoire. ».

Art. 46. A l'article 410/22, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement ou son délégué » sont insérés entre les mots « peut être retiré » et les mots « pour cause d'inobservation »;

2° à l'alinéa 2, les mots « , dont la demande d'agrément a été refusée ou » et les mots « de refus ou » sont abrogés.

Art. 47. A l'article 410/23 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le mot « les » est inséré entre les mots « de dépistage et » et les mots « interventions de médecine préventive »;

2° le paragraphe 3 est complété par deux nouveaux alinéas 3 et 4 rédigés comme suit :

« L'appareillage visé à l'alinéa 2 fait l'objet de tous les contrôles, quelle que soit leur qualification, exigés par la législation en vigueur.

En cas d'inobservation de l'alinéa 3, l'agrément est retiré par le Gouvernement ou son délégué. Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure du retrait d'agrément. ».

Art. 48. Dans la section 3 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, la sous-section 5, insérée par le décret du 2 mai 2019, et comprenant l'article 410/24 est abrogée.

Art. 49. A l'article 410/25 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement » et les mots « agréé des opérateurs »;

2° les mots « mettre en œuvre sur le territoire de la région de langue française des actions qui contribuent à la réalisation du plan » sont remplacés par les mots « de mener sur le territoire de la région de langue française, des interventions concrètes ou fournir un appui aux acteurs de promotion de la santé, en lien avec les objectifs du plan »;

3° l'article est complété par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement définit les missions pour lesquelles il souhaite agréer des opérateurs en promotion de la santé. ».

Art. 50. A l'article 410/26 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par l'opérateur en promotion de la santé auprès du Gouvernement ou de son délégué.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans par le Gouvernement ou son délégué. L'agrément est renouvelable. »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, phrase liminaire, les mots « opérateur de promotion » sont remplacés par les mots « opérateur en promotion », et les mots « de droit public ou privé » sont abrogés;

3° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 1°, le mot « élabore » est remplacé par les mots « s'engage à élaborer »;

4° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 3°, le mot « respecte » est remplacé par les mots « s'engage à respecter »;

5° au même paragraphe, alinéa 1^{er}, 4°, le mot « travaille » est remplacé par les mots « s'engage à travailler », les mots « le centre local » sont remplacés par les mots « les centres locaux », et les mots « d'activités » sont ajoutés après le mot « territoire »;

6° au même paragraphe, alinéa 2, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « le Gouvernement » et les mots « , selon les modalités »;

7° au même paragraphe, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut préciser les conditions d'agrément énumérées dans le présent paragraphe, et prévoir, si nécessaire, une ou plusieurs conditions d'agrément complémentaires. ».

8° dans le paragraphe 3, phrase liminaire, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement » et les mots « détermine le contenu »;

9° au même paragraphe, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le numéro d'entreprise de l'opérateur en promotion de la santé; »; 10° l'article est complété par un nouveau paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure d'octroi de l'agrément visé au paragraphe 2, ainsi que les modalités et la procédure de retrait de cet agrément. ».

Art. 51. Dans l'article 410/27 du même code, inséré par le décret du 2 mai 2019, la phrase « L'acte d'agrément mentionne le programme d'actions visé à l'article 410/26, § 2, 1°. » est abrogée.

Art. 52. A l'article 410/28, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « opérateur de promotion » sont remplacés par les mots « opérateur en promotion »;

2° les mots « à la mise en œuvre des missions définies par la présente section » sont remplacés par les mots « à couvrir des frais de personnel et des frais de fonctionnement ».

Art. 53. A l'article 410/29 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « L'opérateur de promotion » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des obligations comptables imposées par le Code des sociétés et des associations, et par ses arrêtés d'exécution, l'opérateur en promotion »;

2° les mots « compte de recettes et de dépenses » sont remplacés par les mots « compte de résultats ».

Art. 54. L'article 410/30 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/30. § 1^{er}. Les activités de chaque opérateur en promotion de la santé font l'objet d'une évaluation périodique par l'Agence.

L'opérateur en promotion de la santé participe activement à son évaluation et collabore avec l'Agence pour l'élaboration et le suivi de cette évaluation.

Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure d'évaluation.

§ 2. Le contrôle administratif et financier de l'opérateur en promotion de la santé est exercé par les membres du personnel de l'Agence désignés à cet effet.

Dans le but d'obtenir toutes informations ou tous documents utiles au contrôle, ou d'effectuer toutes constatations utiles au contrôle, ces agents peuvent :

1° avoir libre accès aux locaux de l'opérateur en promotion de la santé pendant les heures d'ouverture de ceux-ci;

2° consulter sans déplacement tous documents détenus par l'opérateur en promotion de la santé et s'en faire remettre copie;

3° obtenir copie au format de leur choix de tous documents ou données conservées de manière électronique par l'opérateur en promotion de la santé;

4° entendre tout dirigeant ou membre du personnel de l'opérateur en promotion de la santé;

5° demander par écrit ou par voie électronique à l'opérateur en promotion de la santé toutes informations ou explications utiles;

6° consulter auprès du *Moniteur belge*, auprès de la Banque-carrefour des entreprises, auprès de la Centrale des Bilans ou auprès de toutes autres sources authentiques les données relatives à l'opérateur en promotion de la santé.

Le Gouvernement peut préciser les limites des pouvoirs conférés aux agents par l'alinéa précédent, ainsi que les modalités d'exercice de ces pouvoirs.

Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle, dans le respect du principe du contradictoire. ».

Art. 55. A l'article 410/31, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « opérateur de promotion » sont remplacés par les mots « opérateur en promotion », et les mots « par le Gouvernement ou son délégué » sont insérés entre les mots « peut être retiré » et les mots « pour cause d'inobservation »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'opérateur en promotion de la santé, dont l'agrément a été retiré, ne peut pas introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de retrait de l'agrément. ».

Art. 56. Dans l'intitulé de la section 5 du chapitre préliminaire du titre I^{er} du livre VI de la partie 2 du même Code, insérée par le décret du 2 mai 2019, les mots « prévention et de promotion de la santé » sont remplacés par les mots « promotion de la santé, en ce compris la prévention ».

Art. 57. L'article 410/32 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/32. § 1^{er}. Les acteurs en promotion de la santé peuvent se fédérer et confier leurs intérêts à une fédération de promotion de la santé, en ce compris la prévention, laquelle peut demander à être agréée par le Gouvernement ou son délégué.

L'agrément est accordé pour une durée de quatre ans, renouvelable.

§ 2. La fédération de promotion de la santé, en ce compris la prévention, remplit les missions suivantes :

1° elle soutient au nom de ses membres une vision commune de la promotion de la santé et lui donne de la visibilité;

2° elle favorise la concertation en vue de promouvoir et de soutenir la qualité des activités des membres;

3° elle représente ses membres de manière collective, dans le respect des dispositions en vigueur;

4° elle représente individuellement un de ses membres lorsque celui-ci lui en fait la demande, dans le respect des dispositions en vigueur.

§ 3. Pour être agréée, la fédération de promotion de la santé, en ce compris la prévention, doit remplir les conditions suivantes :

1° être constituée sous la forme d'une personne morale sans but lucratif;

2° comprendre un minimum de douze membres ayant la qualité d'acteurs en promotion de la santé;

3° introduire un programme d'activités reprenant la manière dont les missions visées au paragraphe 2 seront réalisées.

§ 4. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure d'octroi de l'agrément visé au paragraphe 2, ainsi que les modalités et la procédure de retrait de cet agrément. ».

Art. 58. L'article 410/33 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/33. Pendant la période couverte par l'agrément et dans la limite des disponibilités budgétaires, le Gouvernement peut accorder à la fédération de promotion de la santé, en ce compris la prévention, une subvention annuelle destinée à couvrir des frais de personnel et des frais de fonctionnement.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi et les modalités de calcul de la subvention visée à l'alinéa précédent. ».

Art. 59. A l'article 410/34 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, les mots « § 1^{er} » sont abrogés;

2° au 4°, les mots « complètement et efficacement » sont abrogés;

3° au 5°, les mots « article 45 » sont remplacés par les mots « article 46 »;

4° le 10° est abrogé;

5° au 12°, le mot « répondre » est remplacé par les mots « s'engager à répondre », et les mots « 1° à 12° » sont remplacés par les mots « 1° à 11° »;

6° l'article est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'article 46, le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, est transmis avant le 1^{er} juillet de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte.

Le Gouvernement détermine les dérogations autorisées à l'exigence d'accessibilité prévue à l'alinéa 1^{er}, 7°. ».

Art. 60. Dans l'article 410/35 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire est complétée par les mots « ou son délégué »;

2° au 2°, les mots « article 45 » sont remplacés par les mots « article 46 ».

Art. 61. Dans l'article 410/36 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les informations, y compris les procès-verbaux, relatives aux réunions du comité paritaire sont transmises à l'Agence dans le délai fixé par le Gouvernement. ».

Art. 62. A l'article 410/38 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de son délégué » sont insérés après les mots

« du Gouvernement. »;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « par le Gouvernement ou son délégué »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement ou son délégué détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte au minimum :

1° le numéro d'entreprise du service dont dépend le département ou la section de surveillance médicale du travail;

2° l'engagement à exercer leurs missions dans le cadre de la présente section. »;

4° l'article est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement précise les modalités et la procédure d'octroi de l'agrément visé au présent article. ».

Art. 63. L'article 410/39 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 410/39. § 1^{er}. Les activités de chaque département ou section de surveillance médicale font l'objet d'une évaluation périodique par l'Agence.

Le département ou la section de surveillance médicale participe activement à son évaluation et collabore avec l'Agence pour l'élaboration et le suivi de cette évaluation.

Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure d'évaluation.

§ 2. Le contrôle administratif du département ou de la section de surveillance médicale est exercé par les membres du personnel de l'Agence désignés à cet effet.

Dans le but d'obtenir toutes informations ou tous documents utiles au contrôle, ou d'effectuer toutes constatations utiles au contrôle, ces agents peuvent :

1° avoir libre accès aux locaux du département ou de la section de surveillance médicale pendant les heures d'ouverture de ceux-ci;

2° consulter sans déplacement tous documents détenus au département ou à la section de surveillance médicale et s'en faire remettre copie;

3° obtenir copie au format de leur choix de tous documents ou données conservées de manière électronique par le département ou la section de surveillance médicale;

4° entendre tout dirigeant ou membre du personnel du département ou de la section de surveillance médicale;

5° demander par écrit ou par voie électronique au département ou à la section de surveillance médicale toutes informations ou explications utiles;

6° consulter auprès du *Moniteur belge*, auprès de la Banque-carrefour des entreprises, auprès de la Centrale des Bilans ou auprès de toutes autres sources authentiques les données relatives à la personne juridique couvrant le département ou la section de surveillance médicale.

Le Gouvernement peut préciser les limites des pouvoirs conférés aux agents par l'alinéa précédent, ainsi que les modalités d'exercice de ces pouvoirs.

Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle, dans le respect du principe du contradictoire. ».

Art. 64. A l'article 410/40, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement ou son délégué » sont insérés entre les mots « peut être retiré » et les mots « pour cause d'inobservation »;

2° à l'alinéa 2, les mots « , dont la demande d'agrément a été refusée ou » et les mots « de refus ou » sont abrogés.

CHAPITRE 3. — *Modifications du décret du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé*

Art. 65. Dans le décret du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé, il est inséré un nouvel article 90/1 rédigé comme suit :

« Art. 90/1. Les services visés à l'article 89 et à l'article 90, alinéa 1^{er}, sont, respectivement pour leur demande de nouvel agrément et pour leur demande de renouvellement de l'agrément, présumés satisfaire à la condition d'établissement en région de langue française contenue à l'article 47/7, 18°, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Cette présomption est applicable jusqu'au 31 décembre 2032. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 66. Sont abrogés, pour ce qui concerne la politique de promotion de la santé, en ce compris la prévention, de la Région wallonne :

1° le décret sanitaire du 18 juillet 1831 ;

2° la loi sanitaire du 1^{er} septembre 1945.

Art. 67. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 3 février 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2021-2022.*

Documents du Parlement wallon, 796 (2021-2022) N^{os} 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance plénière du 2 février 2022.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2022/40094]

3 FEBRUARI 2022. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 2. In artikel 5, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de woorden "en op een centrum voor de waarneming van de beleidslijnen bedoeld in artikel 2/2" opgeheven.

Art. 3. In artikel 5/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "Het Waarnemingscentrum, bedoeld in artikel 5," vervangen door de woorden "Het Agentschap";

2° in de paragrafen 2 en 3 worden de woorden "het Waarnemingscentrum" telkens vervangen door de woorden "het Agentschap";

3° in paragraaf 2 wordt punt 2° vervangen door hetgeen volgt:

"2° de in 1° bedoelde gegevens onderzocht met inachtneming van het genderperspectief;";

4° in dezelfde paragraaf wordt punt 3° opgeheven;

5° er wordt een nieuw paragraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2/1. Het Agentschap voert onderzoeken inzake gezondheidsimpact uit. Daartoe voert het:

d) kwalitatieve studies;

e) effectbeoordelingen;

f) prospectieve studies."

Art. 4. In artikel 44/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019 worden de woorden "Het Waarnemingscentrum bedoeld in artikel 5 van hetzelfde Wetboek wordt betrokken" vervangen door de woorden "Het Agentschap wordt betrokken".

Art. 5. In Deel II van het hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van het inleidend boek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, vervangen als volgt: "Bevordering van de gezondheid met inbegrip van preventie".

Art. 6. In het opschrift van titel I van het inleidend boek van Deel II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019 worden de woorden "en Waals gezondheidspreventie- en -bevorderingsbeleid" opgeheven.

Art. 7. In artikel 47/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de inleidende zin wordt vervangen als volgt: "Voor de toepassing van dit boek wordt verstaan onder:"

2° in 3° worden de woorden "bijdragen tot het behoud van gezondheid en" ingevoegd tussen de woorden "de maatregelen die" en de woorden "een interventie mogelijk maken";

3° in 4° worden de woorden "het gezondheidspreventie- en -bevorderingsplan" vervangen door de woorden "het plan voor de bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie" en worden de woorden "de gezondheidsdoelstellingen" vervangen door de woorden "de overkoepelende en thematische gezondheidsdoelstellingen";

4° in 7° wordt het woord "systematische" opgeheven;

5° in 8° worden de woorden "de uitvoering en de herziening van het plan en het verlenen van technische en methodologische steun" vervangen door de woorden "de uitvoering, de opvolging en de herziening van het plan en het verlenen van wetenschappelijke en methodologische steun";

6° in 9° wordt, in de Franse versie, het woord "soutienne" vervangen door het woord "soutient";

7° in 15° worden de woorden "met inbegrip van ziektepreventie" vervangen door de woorden "met inbegrip van preventie" en worden de woorden van de Franse versie "acteurs en promotion peuvent être agréés" vervangen door de woorden "acteurs en promotion de la santé peuvent être agréés";

8° in 16° worden de woorden "van het Wetboek" opgeheven;

9° in 17° wordt het woord "systematisch" opgeheven;

10° er wordt een punt 18° ingevoegd, luidend als volgt:

"18° rechtspersonen zonder winstoogmerk: de volgende entiteiten met een vestiging in het Franse taalgebied:

i) de verenigingen zonder winstoogmerk;

j) de internationale verenigingen zonder winstoogmerk;

k) de stichtingen van openbaar nut

l) de universiteiten in de zin van artikel 10 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

m) de verzekeringsinstellingen in de zin van artikel 43/2, eerste lid, 5°;

n) de plaatselijke besturen

o) de verenigingen met rechtspersoonlijkheid waarin de overheid een meerderheidsdeelneming heeft, met uitzondering van verenigingen in de vorm van een vennootschap;

p) de verenigingen met rechtspersoonlijkheid waarin de onder a) tot en met g) bedoelde entiteiten zijn verenigd, met uitzondering van verenigingen in de vorm van een vennootschap. »;

11° er wordt een punt 19° ingevoegd, luidend als volgt:

"19° besmettingshaard: concentratie van gevallen van besmettelijke ziekten in tijd en ruimte, met een gemeenschappelijke blootstelling;

12° er wordt een punt 20° ingevoegd, luidend als volgt:

"20° gewestelijke gezondheidsinspecteur: een personeelslid van het Agentschap die door de Regering op grond van zijn bijzondere deskundigheid speciaal is aangewezen voor de taken bewaking van besmettelijke ziekten en beheer en bestrijding van epidemieën".

Art. 8. In artikel 47/8, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ", na advies van de Raad voor strategisch en prospectief beleid," worden opgeheven;

2° de woorden "gezondheidspreventie en -bevordering" worden vervangen door de woorden "bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie";

3° de woorden "en tot de vermindering van sociale ongelijkheden op gezondheidsgebied en" worden ingevoegd tussen de woorden "tot gezondheidsverbetering" en de woorden "in het Franse taalgebied".

Art. 9. Artikel 47/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt verplaatst naar hoofdstuk I van titel II van het inleidend boek van Deel II van hetzelfde Wetboek.

Art. 10. In het opschrift van titel II van het inleidend boek van Deel II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019 worden de woorden "Gezondheidspreventie- en -bevorderingsplan" vervangen door de woorden "Plan voor de bevordering van gezondheid, met inbegrip van preventie".

Art. 11. Het opschrift van hoofdstuk I van titel II van het inleidend boek van Deel II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door de woorden "Uitwerking en inhoud van het plan".

Art. 12. In artikel 47/10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Het plan bevat een stand van zaken betreffende de gezondheidstoestand van de bevolking, gepaard gaand met een genderonderzoek, legt de noden van de bevolking vast, stelt de na te streven gezondheidsdoelen vast, stuurt de uit te voeren acties en strategieën." vervangen door de woorden "Onverminderd de bevoegdheden van de federale staat en de Franse Gemeenschap, bevat een stand van zaken betreffende de gezondheidstoestand van de bevolking, gepaard gaand met een genderonderzoek, legt het de noden van de bevolking vast, stelt het de na te streven gezondheidsdoelen vast, stuurt het de uit te voeren acties en strategieën";

2° in hetzelfde lid wordt het woord "genderonderzoek" vervangen door de woorden "factoren van sociale ongelijkheid op het vlak van de gezondheid (geslacht, leeftijd, sociaal-economische status, enz.);

3° in het tweede lid, 1°, worden de woorden "inzake gezondheidspreventie- en bevordering" worden vervangen door de woorden "inzake bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie";

4° er wordt een nieuw derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Om een precieze identificatie mogelijk te maken, krijgt elk plan een specifieke titel, zodat het kan worden onderscheiden van alle andere eerdere of latere plannen. De Regering beslist over de titel van elk plan. "

Art. 13. In artikel 47/11, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie wordt, in het eerste lid, de woorden "du plan, est organisée" vervangen door de woorden "du plan est organisée";

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden "de actoren inzake gezondheidspreventie en -bevordering" vervangen door de woorden "de actoren inzake bevordering van de gezondheid";

4° er wordt een nieuwe paragraaf 3 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de beoordeling van het plan. "

Art. 14. Het opschrift van hoofdstuk III van titel II van het inleidend boek van Deel II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt het woord "Strategisch" opgeheven.

Art. 15. In artikel 47/12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

"Dit comité is samengesteld volgens een intersectoraal beginsel. Het bevat op zijn minst :

1° de Minister of diens afgevaardigde;

2° vertegenwoordigers van het Agentschap;

3° vertegenwoordigers van erkende rechtspersonen zonder winstoogmerk;

4° vertegenwoordigers van de Waalse verzekeringsinstellingen in de zin van artikel 43/2, eerste lid,

5° vertegenwoordigers van de bij het plan betrokken bevolking;

6° vertegenwoordigers van de Waalse administraties met hefboomen voor actie inzake de sociale determinanten van gezondheid. ";

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "de samenstelling en de werkingsmodaliteiten" vervangen door de woorden "de samenstelling, de aanwijzings- en werkingsmodaliteiten" en wordt de zin "De Regering ziet erop toe dat er een gendergerelateerde sensibilisering verstrekt wordt aan alle personen die lid zijn van bedoeld comité." opgeheven;

3° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden "ziektepreventie- en gezondheidsbevorderingsbeleid " worden vervangen door de woorden "het beleid inzake bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie";

4° in paragraaf 2, eerste lid, 3°, worden de woorden ", na advies van de Raad voor strategisch en prospectief beleid," worden opgeheven;

5° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden ", in diens kring, opgeheven;

6° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt:

De Regering bepaalt de taken van het sturingscomité en bepaalt de modaliteiten voor de oprichting van werkgroepen. Zij kan andere taken aan het sturingscomité toevertrouwen. "

Art. 16. In artikel 47/13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "of apotheker-bioloog" en de woorden "die in het Franse taalgebied actief is" en worden de woorden ", los van zijn ambt," en de woorden "De verdachte gevallen dienen te worden aangegeven voor zover de levensverwachting op korte termijn daardoor bedreigd wordt of voor zover ze gekenmerkt zijn door een sterk epidemisch karakter." opgeheven;

2° in dezelfde paragraaf wordt, tussen het tweede en het derde lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Bevestigde of vermoede gevallen van infectieziekten die niet op de in lid 1 bedoelde lijst voorkomen, moeten worden gemeld als zij op korte termijn levensbedreigend zijn of een sterk epidemisch karakter hebben. Deze meldingsplicht rust op de in lid 2 bedoelde personen. "

Art. 17. In artikel 47/14, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “besmettelijke” vervangen door de woorden “in artikel 47/13, § 1, bedoelde” en worden de woorden “de gewestelijke gezondheidsinspecteurs,” ingevoegd tussen de woorden “worden ingezameld door” en de woorden “de artsen of de verpleegkundigen”; in hetzelfde lid worden de woorden belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes” vervangen door de woorden “als bedoeld in artikel 47/15, § 1, of, indien nodig, door externe dienstverleners die daartoe specifiek door het Agentschap zijn aangewezen”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De persoonsgegevens, ingezameld in het kader van de in artikel 47/13 bedoelde aangiften, zijn:

1° identificatienummer van het Rijksregister; 2° naam en voornaam;

3° geboortedatum; 4° geslacht;

5° nationaliteit;

6° adres van de effectieve verblijfplaats;

7° contactgegevens van het geval of de wettelijke vertegenwoordiger, zoals e-mail, telefoonnummer;

8° beroep;

9° activiteiten die tijdens de incubatie- en besmettelijke periode worden uitgevoerd;

10° aanwezigheid in een gemeenschap zoals een school, werkplaats, logement, gevangenis, opvangcentrum, sportclub, volksclub, hotel;

11° pathologie met aanvullende gegevens zoals symptomen, klinisch onderzoek, diagnose, verrichte aanvullende medische en paramedische onderzoeken, behandelingen, enz.;

12° klinische geschiedenis zoals voorgeschiedenis, behandelings- en verzorgingsgeschiedenis, vaccinaties, risicofactoren;

13° identificatie van de ziekteverwekker;

14° soort bevestiging, zoals laboratorium of andere;

15° naam en contactgegevens van de behandelende arts of andere betrokken beroepsbeoefenaars;

16° aanwezigheid van risicopersonen in de nabije omgeving en gegevens over hen opgesomd in 1° tot 8°;

17° bron van besmetting indien bekend;

18° in geval van pathologieën met een voedselrisico of een verhoogd risico bij specifieke risicogroepen, het beroep, het soort contact en de activiteiten die door de nabije omgeving worden uitgevoerd. ”;

3° in lid 3 wordt de inleidende zin vervangen door:

“De doeleinden van de behandeling van de persoonsgegevens bedoeld in het tweede lid zijn: ”;

4° in het derde lid, eerste streepje, worden de woorden “in artikel 47/15 bedoelde” ingevoegd tussen de woorden “het nemen van” en de woorden “passende sanitaire maatregelen” en het streepje wordt aangevuld met de woorden “, met inbegrip van een eventuele besmettingshaard”;

5° in het derde lid, tweede streepje, worden de woorden “preventieve geneeskunde te beheren.” vervangen door de woorden “preventieve of profylactische geneeskunde, indien mogelijk na anonimisering van de gegevens, te beheren”;

6° in paragraaf 1 wordt het vierde lid aangevuld met volgende zin:

“De Regering is gemachtigd van de termijn van twee jaar af te wijken wanneer de gezondheidssituatie zulks vereist. ”;

7° in het vijfde lid worden de woorden “van de cel van de cel belast met” vervangen door de woorden “die door het Agentschap specifiek worden aangewezen en, indien nodig, de externe dienstverleners die door het Agentschap specifiek worden aangewezen en die belast zijn met” ;

8° tussen het vijfde en het zesde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De in lid 5 bedoelde personen zijn verplicht de vertrouwelijkheid en de veiligheid te garanderen van alle persoonsgegevens waarvan zij kennis hebben, met inachtneming van de wetgeving inzake gegevensbescherming. ”;

9° in lid 7 wordt het woord “fax,” opgeheven.

Art. 18. In artikel 47/15 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, gewijzigd bij het decreet van 16 juli 2020 en bij het decreet van 15 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De gewestelijke gezondheidsinspecteur, de artsen of de verpleegkundigen belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes worden uit zijn midden door het Agentschap aangewezen.”;

2° er worden de nieuwe paragrafen 1/1, ¹/₂, 1/3 en 1/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 1/1. De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen die tussenkomen in een toestand die deel uitmaakt van een individueel of gezinsverband, werken samen met de arts van de betrokken patiënt. De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen die tussenkomen in een toestand die collectief benaderd kan worden, werken samen met de door de gemeenschap aangewezen arts, de behandelende artsen, de plaatselijke administratieve overheden en de betrokken huisartsenkring, met wie hij overleg pleegt.

De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen zien erop toe dat de preventieve en profylactische maatregelen die de Regering in het kader van de bescherming van de volksgezondheid heeft vastgesteld, worden toegepast.

De in lid 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen werken samen met de plaatselijke administratieve overheden waardoor de maatregelen moeten worden toegepast. “Onder plaatselijke administratieve overheden” wordt verstaan de burgemeesters, de provinciegouverneurs, de voorzitters van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of hun administraties en de lokale politiediensten”.

De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen stellen de betrokken administratieve overheden op de hoogte wanneer een reëel verspreidingsrisico bestaat of wanneer de verspreiding daadwerkelijk aangetoond is.

De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen bevelen in voorkomend geval de bevoegde administratieve overheden aan de nodige bevelen of besluiten te geven om het geval te beheren.

De Regering neemt alle maatregelen die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van deze paragraaf.

§ 1/2. De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen verrichten rechtstreeks of door tussenkomst van een andere beroepsbeoefenaar elke medische controle of elk medisch onderzoek, alsmede alle informatie die zij voor de vervulling van hun taak nuttig achten.

De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen zien erop toe en eisen zo nodig via de verantwoordelijke gezondheidswerker dat de persoon die ervan verdacht wordt op korte termijn aan een levensbedreigende ziekte te lijden of de symptomen van een ernstige epidemische ziekte te vertonen, alsmede de perso(n)en die hem (hen) kan (kunnen) hebben besmet of die door hem (hen) kan (kunnen) zijn besmet de nodige onderzoeken ondergaan en, in voorkomend geval, passende preventieve of curatieve medische behandelingen ondergaan, onverminderd het recht van de patiënt om, na volledig geïnformeerd te zijn over zijn gezondheidstoestand, een dergelijke preventieve of curatieve behandeling te weigeren wanneer andere in dit artikel bedoelde maatregelen volstaan om volledig vrij te zijn van besmetting.

In voorkomend geval verbieden de in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen, personen die aan een besmettelijke ziekte lijden, beroepsactiviteit uit te oefenen en een gemeenschap te bezoeken tijdens een periode die niet langer duurt dan de periode van besmettelijkheid.

De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen gelasten zo nodig de isolatie van personen die besmet zijn of besmet kunnen zijn geweest, voor een periode die niet langer duurt dan de periode van hun besmettelijkheid. Deze isolatie wordt uitgevoerd, afhankelijk van de omstandigheden:

a) in een ziekenhuisdienst die relevant is voor de gegeven gezondheidstoestand en die geïdentificeerd is bij de isolatiebeslissing die door de arts van het Agentschap belast met het toezicht op besmettelijke ziektes na overleg met het betrokken ziekenhuis is aangenomen;

b) thuis

c) op een andere voor dit doel geschikte plaats.

De Regering neemt alle maatregelen die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van deze paragraaf.

§ 1/3. De in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen hebben het recht elke plaats te betreden die is bezocht door een persoon of personen die aan een besmettelijke ziekte lijden of door dieren die besmet zijn of waarvan vermoed wordt dat zij besmet zijn, teneinde de bron van de besmetting vast te stellen en profylactische maatregelen te nemen. Wanneer deze plaats een woning is, kan het recht van binnentreden overeenkomstig artikel 15 van de Grondwet slechts worden uitgeoefend met instemming van de betrokkene of met toestemming van een rechter, of in geval van ernstig en dreigend gevaar.

De in lid 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen geven zo nodig opdracht :

1° ontsmetting van voorwerpen en lokalen die besmet kunnen zijn;

2° het isoleren, behandelen en, indien nodig, doden en verbranden van besmette of verdachte dieren, in samenwerking met het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen.

De in lid 1 bedoelde gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen gelasten, wanneer het besmettingsgevaar zulks vereist, de gehele of gedeeltelijke sluiting van een plaats, ruimte of installatie. Een verslag waarin de sluiting van een plaats, ruimte of faciliteit wordt gemotiveerd, wordt toegezonden aan de burgemeester van de betrokken gemeente. De beslissing tot sluiting wordt beëindigd indien de omstandigheden die het rechtvaardigen, niet langer aanwezig zijn. De burgemeester is uit hoofde van zijn administratieve politiebevoegdheden verantwoordelijk voor de uitvoering van de beslissingen tot sluiting."

De Regering neemt alle maatregelen die nodig of passend zijn voor de uitvoering van dit paragraaf.

§ 1/4. De in de leden 1/1, 1/2 en 1/3 bedoelde maatregelen zijn, in het licht van de wetenschappelijke kennis omtrent de betrokken besmettelijke ziekte, noodzakelijk, passend en evenredig met het doel om verdere besmetting te voorkomen. »;

3° in de paragrafen 2 tot en met 4 worden de woorden "De artsen" telkens vervangen door de woorden "De gewestelijke gezondheidsinspecteurs, de artsen";

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende woorden: ", met inachtneming van nationale samenwerkingsovereenkomsten of Europese of internationale overeenkomsten, en van Verordening (EG) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).";

5° In paragraaf 6 worden de woorden "In het kader van het toezicht op de COVID-19-epidemie kunnen de artsen" vervangen door de woorden "De regionale gezondheidsinspecteurs, de artsen of verpleegkundigen van het Agentschap belast met het toezicht op besmettelijke ziektes kunnen een beroep doen."

Art. 19. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 47/15/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 47/15/1. § 1. In geval van een epidemische noodsituatie in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, afgekondigd door de Koning krachtens artikel 3, § 1, van dezelfde wet, beslist de Regering bij besluit, voor het geheel of een deel van het Franse taalgebied, tot een noodtoestand op het gebied van de volksgezondheid voor een maximumtermijn van drie maanden. Dit besluit treedt onmiddellijk in werking.

Het besluit van de Regering wordt onmiddellijk aan het Parlement meegedeeld. Het Parlement bekrachtigt het Regeringsbesluit bij decreet binnen vijftien dagen na de bekendmaking ervan. Bij gebreke van aanneming van een decreet waarbij het Regeringsbesluit binnen de bovengenoemde termijn van vijftien dagen wordt bevestigd, wordt dit besluit geacht nooit te zijn aangenomen.

Over de verlenging van de noodtoestand op het gebied van de volksgezondheid wordt bij Regeringsbesluit beslist, telkens voor een periode van maximaal drie maanden. Dit besluit treedt onmiddellijk in werking.

Het verlengingsbesluit van de Regering wordt onmiddellijk aan het Parlement meegedeeld. Het Parlement bekrachtigt het door de Regering aangenomen verlengingsbesluit bij decreet binnen vijftien dagen na de bekendmaking ervan. Bij gebreke van aanneming van een decreet waarbij het door de Regering genomen verlengingsbesluit binnen de bovengenoemde termijn van vijftien dagen wordt bevestigd, wordt dit besluit geacht nooit te zijn aangenomen.

§ 2. Tijdens de periode van een noodtoestand op het gebied van de volksgezondheid stelt de Regering voor het gehele grondgebied van het Franse taalgebied of een gedeelte daarvan, naar gelang van de epidemiologische omstandigheden, de maatregelen vast bedoeld in de leden 1/2 en 1/3 van artikel 47/15.

Zij kan ook alle andere maatregelen nemen die nodig zijn om de epidemie te beheren, te bewaken en te beheersen.

De in dit paragraaf bedoelde maatregelen zijn, in het licht van de wetenschappelijke kennis omtrent de betrokken besmettelijke ziekte, noodzakelijk, passend en evenredig met de doelstellingen om verdere besmetting te voorkomen en de verspreiding van de epidemie te beheersen.

De op basis van dit paragraaf vastgestelde maatregelen zijn van toepassing gedurende een periode van ten hoogste één maand. Zij worden maandelijks door de regering geëvalueerd en van maand tot maand vernieuwd wanneer zij noodzakelijk blijven in de zin van lid 3. Zij kunnen geen effect hebben na de periode van de noodsituatie op gezondheidsgebied.

Dit paragraaf is van toepassing onverminderd de bevoegdheden van de federale staat en de andere gefedereerde entiteiten. De in dit paragraaf bedoelde maatregelen hebben uitsluitend betrekking op de bescherming van de gezondheid en zijn bedoeld om op evenredige wijze de verspreiding van het besmettelijke agens dat verantwoordelijk is voor de epidemische situatie te voorkomen, af te remmen of tot staan te brengen, zoals met name, en op niet-uitputtende wijze, volgens de geldende wetenschappelijke aanbevelingen: screening, isolatie, quarantaine, het dragen van persoonlijke beschermingsmiddelen of bewustmaking van de regels inzake persoonlijke hygiëne, enz. Tenzij de federale Staat of een andere deelstaat reeds een raadpleging heeft georganiseerd, zal de Regering het initiatief nemen tot een raadpleging van de federale Staat en de andere deelstaten wanneer de voorgenomen maatregelen gevolgen kunnen hebben voor hun respectieve bevoegdheden.

§ 3. De Regering bepaalt aan welke natuurlijke of rechtspersonen zij de uitvoering van de krachtens het tweede paragraaf aangenomen maatregelen toevertrouwt.

§ 4. Voorzover de door de Regering uit hoofde van paragraaf 2 getroffen maatregelen de verwerking van persoonsgegevens omvatten, is artikel 47/14 op deze verwerking van toepassing, met uitzondering van paragraaf 1, vijfde tot en met zevende lid.

In het kader van deze verwerking zijn de door de regering uit hoofde van paragraaf 3 aangewezen natuurlijke of rechtspersonen aan hetzelfde beroepsgeheim gebonden als de in artikel 47/14, paragraaf 1, vijfde lid, bedoelde regionale gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen.

De regering bepaalt wie verantwoordelijk is voor de verwerking van de in dit paragraaf bedoelde persoonsgegevens.

§ 5. Binnen drie maanden na het einde van de noodtoestand op gezondheidsgebied legt de Regering aan het Parlement een evaluatieverslag voor over de doelstellingen die in het kader van de eerbiediging van de grondrechten zijn nagestreefd, teneinde na te gaan of dit artikel niet moet worden ingetrokken, aangevuld, gewijzigd of vervangen.

Art. 20. Artikel 47/16 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 47/16. Onverminderd de toepassing van de straffen door het Strafwetboek bepaald worden gestraft met een geldboete van 1 tot 500 euro en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, of met slechts één van beide straffen, de personen:

1° die niet voldoen aan de aangifteplicht bedoeld in artikel 47/13, § 1, tweede lid, of die opzettelijk onvolledige of onjuiste gegevens verstrekken;

2° die opzettelijk de opdrachten en prerogatieven van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, van de artsen en verpleegsters bedoeld in artikel 47/15 belemmeren;

3° die geen gevolg geven aan de beslissingen die de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, de artsen en de verpleegkundigen op grond van artikel 47/15 hebben genomen;

4° die opzettelijk de uitvoering of tenuitvoerlegging belemmeren van beslissingen die op grond van artikel 47/15 zijn gegeven door de gewestelijke inspecteurs voor de volksgezondheid, de artsen en de verpleegkundigen.

De politierechtbank behandelt de in dit artikel vastgestelde strafbare feiten."

Art. 21. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 47/16/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 47/16/1. Onverminderd de toepassing van de straffen door het Strafwetboek bepaald worden gestraft met een geldboete van 1 tot 500 euro en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, of met slechts één van beide straffen, de personen:

1° die de door de Regering op grond van artikel 47/15/1, tweede lid, genomen besluiten niet naleven;

2° die opzettelijk de tenuitvoerlegging of uitvoering belemmeren van de beslissingen die de Regering heeft genomen op grond van artikel 47/15/1, paragraaf 2.

De politierechtbank behandelt de in dit artikel vastgestelde strafbare feiten."

Art. 22. Artikel 47/17, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden "en na advies van de Raad voor strategisch en prospectief beleid" geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden "door de Regering aangewezen" vervangen door de woorden "door de Regering erkend overeenkomstig artikel 410/18";

3° in het derde lid worden de woorden "in preventieve geneeskunde" ingevoegd tussen het woord "operationaliseringscentrum" en het woord "stelt".

Art. 23. In het opschrift van titel V van het inleidend boek van het tweede deel van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden "campagnes voor gezondheidspreventie en -bevorderingspreventie" vervangen door de woorden "audiovisuele gezondheidsbevorderingscampagnes, met inbegrip van preventie".

Art. 24. In artikel 47/18 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden "bepaalt de Regering samen met de Regeringen van de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie een procedure voor de toekenning van de kosteloze audiovisuele ruimtes" vervangen door de woorden "komt de Regering met de Regeringen van de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie overeen een procedure uit te werken voor de toekenning van de kosteloze audiovisuele ruimtes".

Art. 25. In het opschrift van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van het tweede deel van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden "regelingen voor preventie en gezondheidsbevordering" vervangen door de woorden "regelingen voor gezondheidsbevordering, met inbegrip van preventie".

Art. 26. In het inleidende hoofdstuk van Titel I van Boek VI van het Tweede Deel van hetzelfde Wetboek wordt vóór afdeling 1 een nieuwe inleidende afdeling "Begripsomschrijvingen" ingevoegd.

Art. 27. In de inleidende afdeling die bij artikel 26 wordt ingevoegd, wordt een nieuw artikel 410/0 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 410/0. Artikel 47/7 is van toepassing op dit inleidende hoofdstuk.

Art. 28. In artikel 410/1 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf, eerste lid, wordt 1° vervangen als volgt :

"1° het begeleiden van de ontwikkeling, uitvoering, evaluatie, bijstelling en vernieuwing van het plan";

2° in dezelfde paragraaf, zelfde lid, wordt punt 2 vervangen als volgt :

"2° de actoren op het gebied van de gezondheidsbevordering op hun grondgebied te ondersteunen bij de ontwikkeling van projecten die betrekking hebben op de sociale determinanten van de gezondheid;";

3° in dezelfde paragraaf, zelfde lid, worden de punten 3° en 10° opgeheven ;

4° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden "in paragraaf" vervangen door de woorden "in lid";

5° in paragraaf 2, eerste lid, worden de zinnen "De Regering bepaalt de samenstelling van bedoeld overlegcomité. De Regering ziet erop toe dat er een gendergerelateerde sensibilisering verstrekt wordt aan alle personen die lid zijn van bedoeld comité." Opgeheven;

6° in dezelfde paragraaf wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Het overlegcomité van de lokale centra voor gezondheidsbevordering komt ten minste tweemaal per jaar bijeen. Hij nodigt het agentschap uit op zijn vergaderingen;

7° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid 4, luidend als volgt:

"De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van het overlegcomité van de lokale centra voor gezondheidsbevordering."

Art. 29. In artikel 410/3 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "of haar gemachtigde" ;

2° in dezelfde paragraaf wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "door de Regering of haar gemachtigde";

3° in paragraaf 2, inleidende zin, worden de woorden "vereniging zonder winstgevend doel of een stichting van openbaar nut" vervangen door de woorden "rechtspersoon zonder winstgevend doel";

4° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 1°, wordt de zin "wordt, voor een periode van vijf jaar, een gecoördineerd actieprogramma uitgewerkt dat aan volgende voorwaarden beantwoordt:" vervangen door de zin "verbindt zich ertoe een gecoördineerd actieprogramma op te stellen voor een periode van vijf jaar dat voldoet aan de volgende voorwaarden:"

5° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 2°, wordt de zin "wordt het actieprogramma bedoeld onder 1° uitgevoerd;" vervangen door de zin "verbindt zich ertoe het actieprogramma bedoeld in 1° uit te voeren";

6° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 4°, wordt de zin "verbindt zich tot de inachtneming van de deontologische code die de Regering vastlegt;" vervangen door de zin "verbindt zich ertoe de door de Regering bepaalde deontologische code na te leven";

7° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 5°, wordt de zin "bezorgt het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 46;" vervangen door de zin "verbindt zich ertoe jaarlijks een activiteitenverslag in te dienen overeenkomstig artikel 46";

8° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 6°, wordt de zin "neemt deel aan het overlegcomité van de lokale centra voor gezondheidsbevordering." vervangen door de zin "2° verbindt zich ertoe deel te nemen aan het overlegcomité van de lokale centra voor gezondheidsbevordering.";

9° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden "of haar gemachtigde" ingevoegd tussen de woorden "door de Regering" en het woord "goedgekeurd";

10° in dezelfde paragraaf wordt het laatste lid vervangen als volgt :

"De regering kan de in dit lid genoemde voorwaarden voor erkenning nader omschrijven en een of meer aanvullende voorwaarden voor erkenning vaststellen.";

11° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "of haar gemachtigde" ingevoegd na de woorden "de Regering";

12° in dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt punt 2° vervangen als volgt:

"2° een verbintenis om hun opdrachten uit te voeren in het kader van de uitvoering en de aanpassing van het plan."

13° het artikel wordt aangevuld met een nieuw paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. De Regering stelt de nadere regels en de procedure vast voor het verlenen van de in dit artikel bedoelde erkenning."

Art. 30. In artikel 410/5 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "bestemd voor de uitvoering van de opdrachten bepaald in huidige afdeling" vervangen door de woorden "ter dekking van personeels- en werkingskosten";

2° in het tweede lid worden de woorden "voor de opdrachten bepaald bij deze afdeling, rekening houdend met de bevolking van het grondgebied van elk lokaal centrum voor gezondheidsbevordering" vervangen door de woorden "bedoeld in het vorig lid. Deze subsidie bestaat uit een vast gedeelte, dat voor alle plaatselijke centra voor gezondheidsbevordering identiek is, en een variabel gedeelte, dat berekend wordt op basis van een of meer demografische, sociaal-economische of gezondheidsindicatoren."

Art. 31. In artikel 410/6 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Het lokaal centrum" worden vervangen door de woorden "Onverminderd de boekhoudkundige verplichtingen opgelegd door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en zijn uitvoeringsbesluiten, voert het lokaal centrum";

2° de woorden "ontvangst- en uitgavenrekening" worden vervangen door de woorden "resultatenrekening".

Art. 32. Artikel 410/7 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. 410/7. § 1. De activiteiten van elk lokaal centrum voor gezondheidsbevordering worden op geregelde tijdstippen door het Agentschap geëvalueerd

Het lokaal centrum voor gezondheidsbevordering neemt actief deel aan de evaluatie ervan en werkt samen met het Agentschap aan de ontwikkeling en follow-up van deze evaluatie.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure van de evaluatie.

§ 2. De administratieve en financiële controle van het lokale centrum voor gezondheidsbevordering wordt gevoerd door de daartoe aangewezen personeelsleden van het Agentschap.

Om alle inlichtingen of documenten te verkrijgen die nuttig zijn voor de controle, of om alle vaststellingen te doen die nuttig zijn voor de controle, kunnen deze personeelsleden :

1° vrije toegang hebben tot de lokalen van het plaatselijk centrum voor gezondheidsbevordering tijdens de openingsuren;

2° alle documenten die in het plaatselijke centrum voor gezondheidsbevordering worden bewaard, zonder de lokalen te verlaten, raadplegen en een afschrift ervan ontvangen;

3° in het formaat van hun keuze kopieën verkrijgen van alle documenten of gegevens die het lokaal centrum voor gezondheidsbevordering elektronisch bijhoudt;

4° om eender welke verantwoordelijke of personeelslid van het lokaal centrum voor gezondheidsbevordering horen;

5° schriftelijk of elektronisch alle nuttige informatie of uitleg vragen aan het lokaal centrum voor gezondheidsbevordering;

6° het *Belgisch Staatsblad*, de Kruispuntbank van Ondernemingen, de Balanscentrale of elke andere authentieke bron raadplegen voor gegevens met betrekking tot het lokaal centrum voor gezondheidsbevordering.

De Regering kan de grenzen vaststellen van de bevoegdheden die bij het voorgaande lid aan de personeelsleden zijn toegekend, alsmede de wijze waarop deze bevoegdheden moeten worden uitgeoefend.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de controle, met inachtneming van het beginsel van hoor en wederhoor."

Art. 33. In artikel 410/8, § 1, van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "door de Regering of haar gemachtigde" ingevoegd tussen de woorden "te allen tijde" en de woorden "ingetrokken worden";

2° in het tweede lid, worden de woorden "waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd is" en de woorden "weigering of" geschrapt.

Art. 34. In artikel 410/9 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt de zin "De kenniscentra voor gezondheidsbevordering worden erkend om het Agentschap, de lokale centra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren wetenschappelijke, technische en methodologische ondersteuning te bieden bij de uitvoering van het plan." vervangen door wat volgt "De kenniscentra voor gezondheidsbevordering worden erkend om het Agentschap, de lokale centra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde, de operatoren voor gezondheidsbevordering en de actoren voor gezondheidsbevordering wetenschappelijke en methodologische ondersteuning te bieden";

2° in de tweede inleidende zin van dezelfde paragraaf worden de woorden "volgende opdrachten" vervangen door de woorden "ten minste één van volgende opdrachten";

3° in dezelfde paragraaf, wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° het verrichten en aanmoedigen van onderzoek en gegevensverzameling, ook met betrekking tot de genderdimensie, in het kader van de gezondheidsbevordering, met inbegrip van de preventie";

4° in dezelfde paragraaf, wordt punt 2° vervangen als volgt:

"2° het verstrekken van informatie en wetenschappelijke documentatie die nuttig zijn voor de uitvoering van het plan en het bevorderen van de toepassing ervan door de actoren van de gezondheidsbevordering";

5° in dezelfde paragraaf, punt 3°, worden de woorden "de sector van de gezondheidspreventie en -bevordering" vervangen door de woorden "de sector van de gezondheidsbevordering, met inbegrip van preventie"

6° in dezelfde paragraaf, wordt punt 4° vervangen als volgt:

"4° de bundeling en kapitalisatie van praktijken op het terrein ondersteunen, zoals het opsporen van innoverende initiatieven, het bepalen van hun sterke punten en moeilijkheden, het vergelijken ervan met de bewijzen, het schetsen van de voornaamste punten en de voorwaarden voor de toepassing ervan, enz.;"

7° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid 2, luidend als volgt:

"De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de in het eerste lid bedoelde opdrachten."

8° paragraaf 2 wordt opgeheven;

9° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. Er wordt een overlegcomité van de erkende kenniscentra ingesteld.

Diens opdracht bestaat erin

1° de coördinatie van de acties van de kenniscentra te begunstigen

2° de informatieuitwisselingen tussen kenniscentra voor gezondheidsbevordering te begunstigen;

3° de vertegenwoordiging van de kenniscentra voor gezondheidsbevordering verzekeren, met inbegrip van het sturingscomité;

4° de informatieoverdracht van de kenniscentra voor gezondheidsbevordering en het Agentschap coördineren.

"Het overlegcomité van de lokale centra voor gezondheidsbevordering komt ten minste tweemaal per jaar bijeen. Hij nodigt het agentschap uit op zijn vergaderingen;

"De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van het overlegcomité van de kenniscentra voor gezondheidsbevordering." ».

Art. 35. In artikel 410/10 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1, worden de woorden "of haar gemachtigde" ingevoegd tussen het woord "Regering" en het woord "ingediend";

2° in dezelfde paragraaf 1, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "door de Regering of haar gemachtigde";

3° in paragraaf 2 wordt de inleidende zin aangevuld als volgt:

"is opgericht in de vorm van een rechtspersoon zonder winsttoegmerk en";

4° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 1°, wordt in de inleidende zin, de zin "wordt, voor een periode van vijf jaar, een gecoördineerd actieprogramma uitgewerkt dat aan volgende voorwaarden beantwoordt:" vervangen door de zin "verbindt zich ertoe een gecoördineerd actieprogramma op te stellen voor een periode van vijf jaar dat voldoet aan de volgende voorwaarden:" en worden de woorden "aan de doelstellingen van het plan" in punt c), vervangen door de woorden "aan zijn opdrachten"

5° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 3°, wordt de zin "bezorgt het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 46;" vervangen door de zin "verbindt zich ertoe jaarlijks een activiteitenverslag in te dienen overeenkomstig artikel 46";

6° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 4°, wordt de zin "de deontologische regels die de Regering vastlegt, in acht genomen;" vervangen door de zin "verbindt zich ertoe de deontologische regels die de Regering vastlegt, in acht te nemen";

7° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden "of haar gemachtigde" ingevoegd tussen de woorden "door de Regering" en het woord "goedgekeurd";

8° in dezelfde paragraaf, derde lid, wordt de zin "Zoniet wordt de erkenning ingetrokken." opgeheven;

9° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid 4, luidend als volgt:

"De Regering kan de in deze paragraaf genoemde voorwaarden voor goedkeuring nader omschrijven en een of meer aanvullende voorwaarden voor goedkeuring vaststellen."

10° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "of haar gemachtigde" ingevoegd tussen de woorden "door de Regering" en het woord "opgemaakt";

11° in dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° het ondernemingsnummer van het kenniscentrum voor gezondheidsbevordering;"

12° in dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt punt 2° vervangen als volgt:

"2° een verbintenis om hun opdrachten uit te voeren in overeenstemming met de bepalingen van dit Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten.";

13° het artikel wordt aangevuld met een nieuw paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. De Regering stelt de nadere regels en de procedure vast voor het verlenen van de in dit artikel bedoelde goedkeuring."

Art. 36. In artikel 410/11 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden "in het kader van de uitvoering van het plan" opgeheven.

Art. 37. In artikel 410/12, § 1, van het inleidend hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden "voor de uitvoering van de opdrachten bepaald bij deze afdeling" vervangen door de woorden "ter dekking van personeels- en werkingskosten".

Art. 38. In artikel 410/13 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Het kenniscentrum" worden vervangen door de woorden "Onverminderd de boekhoudkundige verplichtingen opgelegd door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en zijn uitvoeringsbesluiten, voert het kenniscentrum";

2° de woorden "ontvangst- en uitgavenrekening" worden vervangen door de woorden "resultatenrekening".

Art. 39. Artikel 410/14 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 april 2019, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 410/14. § 1. De activiteiten van elk kenniscentrum voor gezondheidsbevordering worden op geregelde tijdstippen door het Agentschap geëvalueerd

Het kenniscentrum voor gezondheidsbevordering neemt actief deel aan de evaluatie ervan en werkt samen met het Agentschap aan de ontwikkeling en follow-up van deze evaluatie.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure van de evaluatie.

§ 2. De administratieve en financiële controle van het kenniscentrum voor gezondheidsbevordering wordt gevoerd door de daartoe aangewezen personeelsleden van het Agentschap.

Om alle inlichtingen of documenten te verkrijgen die nuttig zijn voor de controle, of om alle vaststellingen te doen die nuttig zijn voor de controle, kunnen deze personeelsleden

1° vrije toegang hebben tot de lokalen van het plaatselijk centrum voor gezondheidsbevordering tijdens de openingsuren;

2° alle documenten die in het kenniscentrum voor gezondheidsbevordering worden bewaard, zonder de lokalen te verlaten, raadplegen en een afschrift ervan te ontvangen;

3° in het formaat van hun keuze kopieën verkrijgen van alle documenten of gegevens die het kenniscentrum voor gezondheidsbevordering elektronisch bijhoudt;

4° om eender welke verantwoordelijke of personeelslid van het lokaal centrum voor gezondheidsbevordering horen;

5° schriftelijk of elektronisch alle nuttige informatie of uitleg vragen aan het kenniscentrum voor gezondheidsbevordering;

6° het *Belgisch Staatsblad*, de Kruispuntbank van Ondernemingen, de Balanscentrale of elke andere authentieke bron raadplegen voor gegevens met betrekking tot het kenniscentrum voor gezondheidsbevordering.

De Regering kan de grenzen vaststellen van de bevoegdheden die bij het voorgaande lid aan de personeelsleden zijn toegekend, alsmede de wijze waarop deze bevoegdheden moeten worden uitgeoefend.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de controle, met inachtneming van het beginsel van hoor en wederhoor.”.

Art. 40. Artikel 410/15, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, worden de woorden “door de Regering of haar gemachtigde” ingevoegd tussen de woorden “te allen tijde” en de woorden “ingetrokken worden”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd is” en de woorden “weigering of” geschrapt.

Art. 41. In artikel 410/16 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden “of haar gemachtigde” ingevoegd tussen de woorden “De Regering” en het woord “erkent”

Art. 42. Artikel 410/17, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, wordt het woord “protocol” telkens vervangen door het woord “programma”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “operatoren voor gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “operatoren inzake gezondheidsbevordering”.

Art. 43. Artikel 410/18, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “of haar gemachtigde” ;

2° in dezelfde paragraaf, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden “door de Regering of haar gemachtigde”;

3° in paragraaf 2 worden de woorden “is opgericht als rechtspersoon zonder winstgevend doel en” toegevoegd aan de inleidende zin;

4° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 1°, wordt de zin “wordt, voor een periode van vijf jaar, een gecoördineerd actieprogramma uitgewerkt dat aan volgende voorwaarden beantwoordt:” vervangen door de zin “verbindt zich ertoe een gecoördineerd actieprogramma op te stellen voor een periode van vijf jaar dat voldoet aan de volgende voorwaarden:”

5° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 2°, wordt de zin “wordt het actieprogramma bedoeld onder 1° uitgevoerd;” vervangen door de zin “verbindt zich ertoe het actieprogramma bedoeld in 1° uit te voeren”;

7° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 4°, wordt de zin “bezorgt het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 45;” vervangen door de zin “verbindt zich ertoe jaarlijks een activiteitenverslag in te dienen overeenkomstig artikel 46”;

7° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 5°, wordt de zin “de deontologische regels die de Regering vastlegt, in acht genomen;” vervangen door de zin “verbindt zich ertoe de deontologische regels die de Regering vastlegt, in acht te nemen”;

8° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden “of haar gemachtigde” ingevoegd tussen de woorden “door de Regering” en het woord “goedgekeurd”;

8° in dezelfde paragraaf, derde lid, wordt de laatste zin opgeheven;

10° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid 4, luidend als volgt:

“De Regering kan de in deze paragraaf genoemde voorwaarden voor goedkeuring nader omschrijven en een of meer aanvullende voorwaarden voor goedkeuring vaststellen.”.

1° in paragraaf 3 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “of haar gemachtigde” ;

12° het artikel wordt aangevuld met een nieuw paragraaf 4, luidend als volgt:

“ § 4. De Regering stelt de nadere regels en de procedure vast voor het verlenen van de in dit artikel bedoelde goedkeuring.”.

Art. 44. Artikel 410/20 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 april 2019, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 410/20. § 1. Tijdens de periode vallend onder de erkenning en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten genieten de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde een jaarlijkse subsidie ter dekking van personeels- en werkingskosten.

De Regering bepaalt de nadere berekeningswijze van de subsidie, rekening houdend met de aard van de activiteiten voor preventieve geneeskunde.

Onverminderd de boekhoudkundige verplichtingen opgelegd door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en zijn uitvoeringsbesluiten, voert het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde een gedeeltelijk dubbele boekhouding per begrotingsjaar en verstrekt jaarlijks een balans en een ontvangsten- en uitgavenrekening volgens het model bepaald door de Regering.”.

Art. 45. Artikel 410/21 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 april 2019, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 410/21. § 1. De activiteiten van elk operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde worden op geregelde tijdstippen door het Agentschap geëvalueerd.

Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde neemt actief deel aan de evaluatie ervan en werkt samen met het Agentschap aan de ontwikkeling en follow-up van deze evaluatie.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure van de evaluatie.

§ 2. De administratieve en financiële controle van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde wordt gevoerd door de daartoe aangewezen personeelsleden van het Agentschap.

Om alle inlichtingen of documenten te verkrijgen die nuttig zijn voor de controle, of om alle vaststellingen te doen die nuttig zijn voor de controle, kunnen deze personeelsleden

1° vrije toegang hebben tot de lokalen van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde tijdens de openingsuren;

2° alle documenten die in het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde worden bewaard, zonder de lokalen te verlaten, raadplegen en een afschrift ervan ontvangen;

3° in het formaat van hun keuze kopieën verkrijgen van alle documenten of gegevens die het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde elektronisch bijhoudt;

4° om eender welke verantwoordelijke of personeelslid van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde horen;

5° schriftelijk of elektronisch alle nuttige informatie of uitleg vragen aan het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde;

6° het *Belgisch Staatsblad*, de Kruispuntbank van Ondernemingen, de Balanscentrale of elke andere authentieke bron raadplegen voor gegevens met betrekking tot het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

De Regering kan de grenzen vaststellen van de bevoegdheden die bij het voorgaande lid aan de personeelsleden zijn toegekend, alsmede de wijze waarop deze bevoegdheden moeten worden uitgeoefend.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de controle, met inachtneming van het beginsel van hoor en wederhoor.”.

Art. 46. Artikel 410/22, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, worden de woorden “door de Regering of haar gemachtigde” ingevoegd tussen de woorden “te allen tijde” en de woorden “ingetrokken worden”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd is” en de woorden “weigering of” geschrapt.

Art. 47. Artikel 410/23, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1 van de Franse versie wordt het woord “les” ingevoegd tussen de woorden “de dépistage et” en de woorden “interventions de médecine préventive”;

4° paragraaf 3 wordt aangevuld met twee nieuwe leden 3 en 4, luidend als volgt:

“De in lid 2 bedoelde apparatuur wordt onderworpen aan alle controles, ongeacht de kwalificatie ervan, die door de geldende wetgeving worden voorgeschreven.

In geval van niet-naleving van lid 3 wordt de erkenning door de regering of haar afgevaardigde ingetrokken. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de intrekking van de erkenning.”.

Art. 48. In afdeling 3 van het inleidende hoofdstuk van titel I van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt onderafdeling 5, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, en die artikel 410/24 bevat, opgeheven.

Art. 49. Artikel 410/25, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden “of haar gemachtigde” ingevoegd tussen de woorden “De Regering” en het woord “erkent”;

2° de woorden “de uitvoering, op het grondgebied van het Franse taalgebied, van de acties die bijdragen tot de verwezenlijking van het plan” worden vervangen door de woorden “het uitvoeren van concrete interventies op het grondgebied van het Franse taalgebied of het verlenen van steun aan actoren van gezondheidsbevordering, in overeenstemming met de doelstellingen van het plan”;

3° het artikel wordt aangevuld met een nieuw lid 2, luidend als volgt:

“De regering stelt de opdrachten vast waarvoor zij operatoren inzake gezondheidsbevordering wenst te erkennen.”.

Art. 50. In artikel 410/26 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De aanvraag tot erkenning wordt door operator voor gezondheidsbevordering bij de Regering ingediend.

De erkenning wordt voor een duur van vijf jaar door de Regering of haar afgevaardigde toegekend. De erkenning is hernieuwbaar.”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, inleidende zin, wordt, in de Franse versie, de woorden “opérateur de promotion” vervangen door de woorden “opérateur en promotion”; in dezelfde paragraaf worden de woorden “publiek- of privaatrechtelijke” opgeheven;

3° in dezelfde paragraaf, eerste lid, wordt punt 1° vervangen als volgt: “verbindt zich ertoe, voor een periode van vijf jaar, een gecoördineerd actieprogramma uit te werken dat aan volgende voorwaarden beantwoordt.”;

4° in dezelfde paragraaf, eerste lid, 3°, van de Franse versie, wordt het woord “respecte” vervangen door de woorden “s’engage à respecter”;

5° in dezelfde paragraaf, eerste lid, wordt punt 4° vervangen als volgt: “verbindt zich ertoe in overleg met de lokale centra voor gezondheidsbevordering die overeenstemmen met zijn activiteitengrondgebied te werken”;

6° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden “of haar afgevaardigde” ingevoegd tussen de woorden “de Regering” en het woord “goedgekeurd”;

7° in dezelfde paragraaf wordt het derde lid vervangen als volgt :

“De Regering kan de in deze paragraaf genoemde erkenningsvoorwaarden specificeren en zo nodig voorzien in een of meer aanvullende erkenningsvoorwaarden. ».

8° in paragraaf 2, inleidende zin, worden de woorden “of haar afgevaardigde” ingevoegd tussen de woorden “de Regering” en de woorden “bepaalt de inhoud” ;

9° in dezelfde paragraaf wordt 1° vervangen als volgt :

“1° het ondernemingsnummer van de operator voor gezondheidsbevordering;”;

10° het artikel wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. De Regering bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de in paragraaf 2 bedoelde erkenning alsmede de voorwaarden en de procedure voor het intrekken van die erkenning”.

Art. 51. In artikel 410/27 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt de zin “De erkenningsakte vermeldt het actieprogramma bedoeld in artikel 410/26, § 2, 1°.” opgeheven.

Art. 52. In artikel 410/28, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie worden de woorden “opérateur de promotion” vervangen door de woorden “opérateur en promotion”;

2° de woorden “bestemd voor de uitvoering van de opdrachten bepaald in huidige afdeling” worden vervangen door de woorden “ter dekking van personeels- en werkingskosten”.

Art. 53. In artikel 410/29 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “De operator inzake gezondheidsbevordering voert een” worden vervangen door de woorden “Onverminderd de boekhoudkundige verplichtingen die door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de uitvoeringsbesluiten daarvan worden opgelegd, voert de operator inzake gezondheidsbevordering een”;

2° de woorden “een ontvangsten- en uitgavenrekening” worden vervangen door de woorden “een winst- en verliesrekening”.

Art. 54. Artikel 410/30 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 410/30. § 1. De activiteiten van elke operator inzake gezondheidsbevordering worden op gezette tijden door het Agentschap geëvalueerd.

De operator inzake gezondheidsbevordering neemt actief deel aan de evaluatie ervan en werkt met het Agentschap samen bij de voorbereiding en de follow-up van deze evaluatie.

De Regering bepaalt de evaluatiemodaliteiten en -procedure.

§ 2. De administratieve en financiële de operator inzake gezondheidsbevordering wordt gevoerd door de daartoe aangewezen personeelsleden van het Agentschap.

Om inlichtingen of documenten te verkrijgen die nuttig zijn voor de controle, of om vaststellingen te doen die nuttig zijn voor de controle, kunnen deze ambtenaren :

1° vrije toegang hebben tot de lokalen van de operator inzake gezondheidsbevordering tijdens de openingsuren;

2° alle documenten die in het bezit zijn van de exploitant van een operator inzake gezondheidsbevordering raadplegen zonder de lokalen te hoeven verlaten, en hem een kopie te doen toekomen;

3° kopieën in een door hen gekozen formaat ontvangen van alle documenten of gegevens die door de operator inzake gezondheidsbevordering elektronisch worden bijgehouden;

4° elke verantwoordelijke of elk personeelslid van de operator inzake gezondheidsbevordering horen;

5° de operator inzake gezondheidsbevordering schriftelijk of langs elektronische weg om alle nuttige inlichtingen of toelichtingen vragen;

6° het *Belgisch Staatsblad*, de Kruispuntbank van Ondernemingen, de Balanscentrale of elke andere authentieke bron raadplegen voor gegevens met betrekking tot de operator inzake gezondheidsbevordering.

De Regering kan de grenzen vaststellen van de bevoegdheden die bij het voorgaande lid aan de ambtenaren zijn toegekend, alsmede de wijze waarop deze bevoegdheden moeten worden uitgeoefend.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de controle, met inachtneming van het beginsel van hoor en wederhoor. ».

Art. 55. In artikel 410/31, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden, in de Franse versie, de woorden "opérateur de promotion" vervangen door de woorden "opérateur en promotion"; in hetzelfde lid worden de woorden "door de Regering of haar afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "kan te allen tijde" en de woorden "ingetrokken worden";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De operator inzake gezondheidsbevordering van wie de erkenning is ingetrokken, mag tijdens het jaar volgend op de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen."

Art. 56. In het opschrift van afdeling 5 van het inleidend hoofdstuk van titel I van boek VI van Deel II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019 worden de woorden "gezondheidspreventie- en -bevordering" vervangen door de woorden "bevordering van gezondheid, met inbegrip van preventie".

Art. 57. Artikel 410/32 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 410/32. § 1. De operatoren inzake gezondheidsbevordering kunnen zich verenigen en hun belangen toevertrouwen aan een federatie voor gezondheidsbevordering, met inbegrip van preventie, die de erkenning van de Regering of haar afgevaardigde kan aanvragen.

De erkenning wordt verleend voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

§ 2. De federatie voor gezondheidsbevordering, met inbegrip van preventie, heeft de volgende taken:

1° ze ondersteunt namens haar leden een gemeenschappelijke visie op gezondheidsbevordering en geeft er zichtbaarheid aan;

2° ze is voorstander van overleg met het oog op de bevordering en de ondersteuning van de kwaliteit van de activiteiten van de leden;

3° ze vertegenwoordigt haar leden collectief, overeenkomstig de geldende bepalingen;

4° ze vertegenwoordigt een van haar leden individueel wanneer het daarom wordt verzocht, overeenkomstig de geldende bepalingen.

§ 3. Om erkend te worden moet de federatie voor gezondheidsbevordering, met inbegrip van preventie, de volgende taken:

1° opgericht zijn in de vorm van een rechtspersoon zonder winstoogmerk;

2° minimum twaalf leden tellen die de hoedanigheid van operatoren inzake gezondheidsbevordering;

3° een activiteitenprogramma in te voeren waarin wordt aangegeven hoe de in lid 2 bedoelde taken zullen worden uitgevoerd.

"§ 4. De Regering bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de in paragraaf 2 bedoelde erkenning alsmede de voorwaarden en de procedure voor het intrekken van die erkenning".

Art. 58. Artikel 410/33 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 410/33. Gedurende de door de erkenning bestreken periode en binnen de perken van de beschikbare begroting kan de Regering de federatie voor de bevordering van gezondheid, met inbegrip van preventie, een jaarlijkse subsidie verlenen ter dekking van de personeels- en werkingskosten.

De Regering bepaalt de wijzen voor de erkenning en de modaliteiten voor de berekening van de in het vorig lid bedoelde subsidie."

Art. 59. In artikel 410/34 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin worden de termen "§ 1" opgeheven;

2° in 4° worden de woorden "volledige en doeltreffende" opgeheven;

3° in 5° worden de woorden "artikel 45" vervangen door de bewoordingen "artikel 46";

4° punt 10° wordt opgeheven;

5° punt 12° wordt vervangen als volgt : "zich ertoe verbinden ieder verzoek van de personeelsleden van het Agentschap, belast met de controle bedoeld in artikel 410/39, te beantwoorden en toestaan dat laatstgenoemde nagaat of de voorwaarden bedoeld onder 1° tot 11° worden nageleefd.";

6° het artikel wordt aangevuld met twee nieuwe leden, luidend als volgt:

"In afwijking van artikel 46 wordt het in het eerste lid, 5°, bedoelde verslag toegezonden vóór 1 juli van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft.

De Regering bepaalt de toegestane afwijkingen van de in lid 7°, bedoelde toegankelijkheidsvereiste. "

Art. 60. In artikel 410/35 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de inleidende zin wordt aangevuld met de woorden "of zijn afgevaardigde";

2° in 2° worden de woorden "artikel 45" vervangen door de bewoordingen "artikel 46".

Art. 61. In artikel 410/36 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

"De informatie, met inbegrip van de notulen, betreffende de vergaderingen van het paritair comité wordt binnen de door de regering vastgestelde termijn aan het Agentschap toegezonden".

Art. 62. In artikel 410/38 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "of haar afgevaardigde" ingevoegd na de woorden "bij de Regering.";

2° in het tweede lid worden de woorden "door de Regering of haar afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "onbepaalde duur" en het woord "verleend";

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De Regering of haar afgevaardigde bepaalt de inhoud van het dossier m.b.t. de erkenningsaanvraag. Dit dossier bevat op zijn minst :

1° het ondernemingsnummer van de dienst waartoe de dienst of de afdeling voor gezondheidstoezicht op het werk behoort;

2° een verbintenis om hun taken uit te voeren in het kader van deze afdeling. ";

4° het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt:

"De Regering bepaalt de wijze en de procedure voor het verlenen van de in dit artikel bedoelde erkenning. "

Art. 63. Artikel 410/39 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 410/39. § 1. De activiteiten van alle departementen of afdelingen medisch toezicht worden op gezette tijden door het Agentschap geëvalueerd.

Het departement of de afdeling medisch toezicht neemt actief deel aan de evaluatie ervan en werkt met het Agentschap samen bij de voorbereiding en de follow-up van deze evaluatie.

De Regering bepaalt de evaluatiemodaliteiten en -procedure.

§ 2. De administratieve en kwalitatieve controle van het departement of afdeling medisch toezicht wordt uitgeoefend door de daartoe aangewezen personeelsleden van het Agentschap.

Om inlichtingen of documenten te verkrijgen die nuttig zijn voor de controle, of om vaststellingen te doen die nuttig zijn voor de controle, kunnen deze ambtenaren :

1° vrije toegang hebben tot de lokalen van het departement of de afdeling medisch toezicht tijdens de openingsuren daarvan;

2° alle bij het departement of de afdeling medisch toezicht berustende documenten raadplegen zonder de lokalen te hoeven verlaten en er kopieën van laten maken;

3° kopieën in een door hen gekozen formaat ontvangen van alle documenten of gegevens die door het departement of de afdeling medisch toezicht elektronisch worden bijgehouden;

elke of elk personeelslid van of van de afdeling medisch toezicht horen

5° het departement of de afdeling medisch toezicht schriftelijk of langs elektronische weg om alle nuttige inlichtingen of toelichtingen vragen;

6° het *Belgisch Staatsblad*, de Kruispuntbank van Ondernemingen, de Balanscentrale of elke andere authentieke bron raadplegen voor gegevens met betrekking tot de rechtspersoon die onder het departement of de afdeling medisch toezicht ressorteert.

De Regering kan de grenzen vaststellen van de bevoegdheden die bij het voorgaande lid aan de ambtenaren zijn toegekend, alsmede de wijze waarop deze bevoegdheden moeten worden uitgeoefend.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de controle, met inachtneming van het beginsel van hoor en wederhoor.

Art. 64. In artikel 410/40, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "door de Regering of haar afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "kan te allen tijde" en de woorden "ingetrokken worden";

2° in het tweede lid worden de woorden "waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd is of" en de woorden "tot weigering" opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid*

Art. 65. In het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid wordt een nieuw artikel 90/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 90/1. De diensten bedoeld in artikel 89 en artikel 90, eerste lid, worden, respectievelijk voor hun aanvraag tot nieuwe erkenning en voor hun aanvraag tot hernieuwing van de erkenning, geacht te voldoen aan de voorwaarde van vestiging in het Franse taalgebied vervat in artikel 47/7, 18°, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Dit vermoeden is van toepassing tot 31 december 2032. "

HOOFDSTUK 4. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 66. Met betrekking tot het beleid inzake bevordering van de gezondheid, met inbegrip van preventie, van het Waalse Gewest worden de volgende bepalingen ingetrokken:

1° het gezondheidsdecreet van 18 juli 1831;

2° de gezondheidswet van 1 september 1945.

Art. 67. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 3 februari 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2021-2022.*

Stukken van het Waals Parlement, 796 (2021-2022) Nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, plenaire zitting van 2 februari 2022.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20351]

17 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, modifié par le décret du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 août 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 septembre 2021 ;

Vu le rapport du 6 septembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 70.792/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu les décisions de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel de concertation intra-francophone, données le 21 septembre 2021 ;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la Santé, donné le 18 octobre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, est complété par ce qui suit :

« 16 : le lit gelé : lit mis hors activité en service ou hôpital psychiatrique dans le cadre des projets pilotes organisés en application de l'article 107 de la loi sur les hôpitaux. ».